
Audit du niveau des charges et produits d'exploitation de GEG

Rapport d'audit

Rapport final



Table des matières

1.	Synthèse des résultats de l'audit	4
1.1	Période ATRD4	4
1.2	Demande ATRD5	4
1.3	Trajectoire proposée par PMP	11
2.	Contexte et objectifs de l'audit	14
2.1	Contexte	14
2.2	Objectifs de l'audit	14
3.	Déroulement de l'audit.....	16
4.	Présentation de l'activité de l'ELD	17
5.	Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015	19
5.1	Hypothèses d'indexation	19
5.2	Principaux écarts du poste Consommations externes.....	20
5.2.1	Achats stockés	20
5.2.2	Loyers, crédit bail et charges locatives	20
5.2.3	Services extérieurs	21
5.2.4	Assurances	21
5.2.5	Aides commerciales	22
5.2.6	Prestations externes	22
5.2.7	Autres charges.....	22
5.3	Principaux écarts du poste Charges de personnel.....	23
5.3.1	Rémunérations brutes et charges sociales	23
5.3.2	Autres charges sociales.....	24
5.4	Principaux écarts du poste Impôts et taxes	24
5.5	Principaux écarts du poste Recettes extra-tarifaires	24
	Autres recettes extra-tarifaires	24
5.6	Principaux écarts du poste Production immobilisée.....	25
6.	Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste	26
6.1	Synthèse de la demande tarifaire de GEG.....	26
6.2	Hypothèses d'indexation	28
6.3	Préambule.....	28
6.4	Détail poste à poste	28
6.4.1	Loyers, crédit-bail et charges locatives	28
6.4.2	Redevances	28
6.4.3	Services extérieurs	29
6.4.4	Assurances	32
6.4.5	Frais de recherche.....	33
6.4.6	Prestations externes	35
6.4.7	Dépenses de communication	36
6.4.8	Aides commerciales	37

6.4.9	Autres charges.....	38
6.4.10	Rémunération brute et charges sociales	41
6.4.11	Autres charges de personnel	44
6.4.12	Taxes assises sur les salaires.....	45
6.4.13	Autres recettes extra tarifaires.....	46
6.4.14	Production immobilisée	47
7.	Principes de dissociation comptable.....	49
8.	Annexes	50
8.1	Demande tarifaire de l'ELD	50
8.2	Tableau récapitulatif des ajustements	51
8.3	Impact de l'externalisation de la relève sur les charges de personnel.....	52
8.4	Détail des autres recettes extra-tarifaires	52
8.5	Détail des travaux pour tiers fourni par GEG.....	52
8.6	Détail plan de performance	52
8.7	Obligations de la loi NOTRe et de la LTECV	53
8.8	Justification de l'augmentation des charges de gestion clientèle	55
8.9	Justification des postes d'intérimaire demandés par GEG	55
8.10	Etude sur le coût lié au traitement de l'amiante	56
8.11	Réglementations amiante	57
8.12	Demande complémentaire Assurances	59
8.13	Détail Frais de recherche	59
8.14	ETP supplémentaires.....	59
8.15	Evolution du GVT	59
8.16	Justification ETP fin des tarifs réglementés.....	60
8.17	Chronique des Recettes extra-tarifaires.....	60

1. Synthèse des résultats de l'audit

1.1 Période ATRD4

Sur la période ATRD4, les charges de l'ELD ont été supérieures de 148 k€ en moyenne au montant couvert par le tarif soit environ 2% du montant prévisionnel. Cet écart est le résultat :

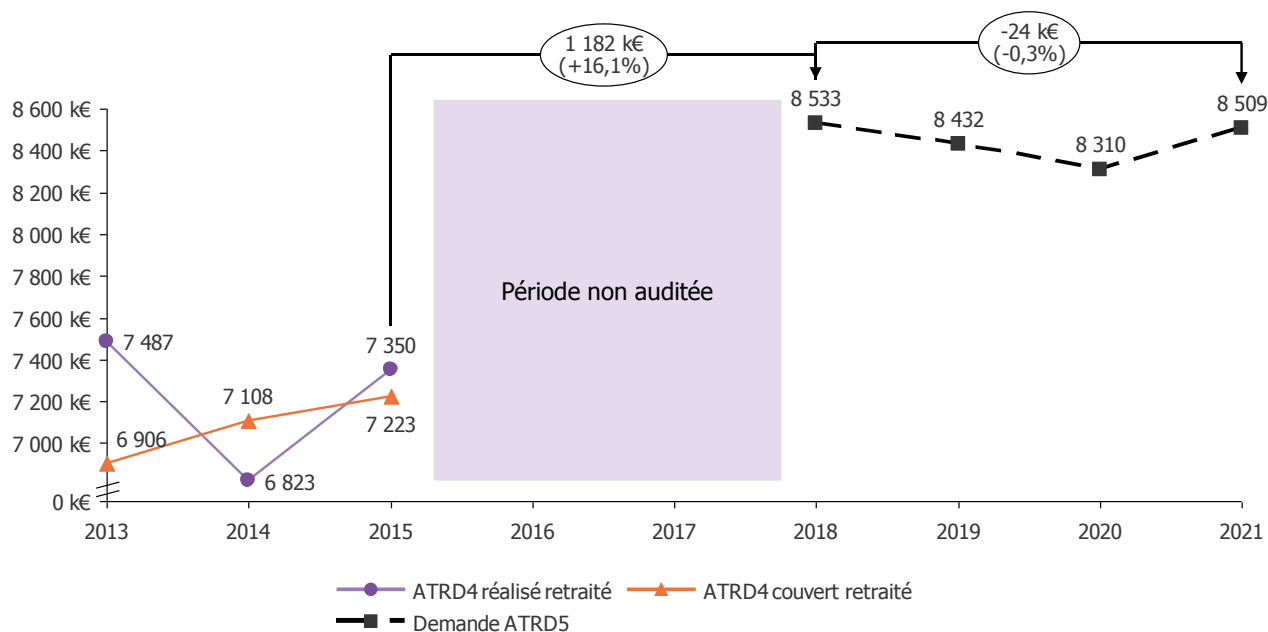
- D'une charge de travaux plus importante que le prévisionnel essentiellement portée par le poste Services extérieurs : (+336 k€ par an soit +60% par rapport au montant couvert) : GEG a expliqué cet écart par la campagne d'identification et de remplacement des branchements en fonte grise qui n'avait pas été budgétée lors de l'élaboration du tarif ATRD4 ;
- D'un plan de performance mis à en place sur la période ATRD4 et qui n'avait pas été budgété lors de l'élaboration du tarif ATRD4 (+113 k€ en moyenne sur la période). Ce plan impacte essentiellement les Autres charges ;
- D'une augmentation des impôts et taxes (surcoût d'environ 60 k€ par an) ;
- D'un plan de réduction des effectifs (environ -10% sur la période) compensé par une augmentation de la rémunération brute moyenne (impact nul sur la période : en attente d'information complémentaire de la part de GEG) ;
- D'un surplus de recettes extra tarifaires (gain d'environ 150 k€ par an) ;
- D'une part importante des aides commerciales budgétées lors de l'élaboration de l'ATRD4 et non réalisées (dépenses non consommées 169 k€ en moyenne).

Par ailleurs, GEG a mis en œuvre entre 2014 et 2016 un vaste plan de performance. [Confidentiel] .

1.2 Demande ATRD5

La demande tarifaire de GEG fait état d'une augmentation des charges entre 2015 et 2018 de 1 182 k€ soit +16,1%.

**Evolution des charges d'exploitation réelles et la demande tarifaire ATRD5
2013-2021 (en k€)**



Courbes (en k€)	2013	2014	2015
ATRD4 couvert	6 906 001	7 107 861	7 223 380
ATRD4 couvert retraité	6 906 001	7 107 861	7 223 380

Courbes (en k€)	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	7 351 897	6 671 252	7 211 120
Redevances	[Confidentiel]		
CCN actif*			
ATRD4 réalisé retraité	7 487 000	6 823 022	7 350 260

*Ces montants ont été fournis après l'envoi de la demande tarifaire par GEG suite à un oubli de leur part

Sur les postes d'augmentation demandés nous proposons les ajustements suivants :

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	64	2	2,6%	Aucun	Aucun	
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	315	24	8,4%	La trajectoire du poste est cohérente si l'on considère la moyenne de 2013-2015 puis que l'on projette la courbe au moyen de l'IPC	Aucun	
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	73	4	6,6%	La trajectoire du poste est cohérente si l'on considère la moyenne de 2013-2015 puis que l'on projette la courbe au moyen de l'IPC	Aucun	
Loyers, crédit-bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	59	-28	-27,1%	Le réalisé 2015 a été modifié par GEG au cours de l'audit avec l'intégration du montant des CCN des actifs communs	Les CCN seront étudiées ultérieurement par la CRE	6.4.1
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	0,1%	Le montant de la demande de GEG intègre des redevances de desserte, d'occupation des sols, de droit de contrôle et d'autres redevances	-702 k€ par an : Aucune redevance n'a été couverte lors de la période ATRD4, néanmoins PMP conserve la redevance d'occupation des sols en cohérence avec ce qui a été couvert pour les autres ELD.	6.4.2

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	890	-15	-1,7%	<p>La trajectoire du poste tient compte à partir de 2018 de 30 k€ de surcoûts imposés par le traitement du risque amiante</p> <p>De plus, GEG indique dans sa demande tarifaire un impact de la loi NOTRe lié à l'évolution de la maintenance SI (estimée à 10% de la valeur d'investissement) soit 42 k€ en 2018 et 61 k€ en 2019. Les charges à partir de 2020 n'ont pas été communiquées par GEG</p> <p>Ce poste contient également pour 7 k€ les charges liées à l'entretien des postes de livraison</p>	<p>-195 k€ par an : PMP propose de construire la trajectoire du poste Services extérieurs à partir de la moyenne 2013-2015 en retranchant les charges non récurrentes sur la période ATRD5. Par ailleurs, PMP a ajusté puis intégré les charges liées à la maintenance SI en lien avec les nouvelles obligations (15 k€ / an après ajustement). En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les charges liées à la gestion du risque amiante n'ont pas été intégrées dans la trajectoire ajustée. La trajectoire ainsi construite par PMP et détaillée ci-dessous génère un ajustement annuel moyen de 195 k€ sur la période ATRD5.</p> <p>-7 k€ par an : Enfin, les charges d'entretien des postes de livraison ont été retirées pour un montant de 7 k€ annuel.</p>	6.4.3
Assurances (616xxx)	58	12	27,0%	Les charges d'assurances ont fortement diminué sur la période ATRD4 notamment en raison d'une renégociation du contrat [Confidentiel]	<p>-11 k€ par an : [Confidentiel] PMP propose de projeter cette charge à partir de l'année 2015 puis d'appliquer l'IPC ce qui génère un ajustement à la baisse</p>	6.4.4
Frais de recherche (617xxx)	52	51	N/A	GEG a détaillé les projets envisagés en précisant qu'il s'agissait d'estimation : méthanisation, financement d'une partie du surcoût lié à la mise en œuvre de solutions innovation dans les copropriétés, communication autour de l'interface web compteurs communicants	<p>-37 k€ par an : Seuls les projets liés au biométhane ont été intégrés dans la trajectoire proposé par PMP pour un montant annuel moyen de 15k€ ce qui revient à un ajustement de -37 k€.</p>	6.4.5
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	52,8%	L'augmentation de ce poste est justifiée selon GEG par la séparation juridique. [Confidentiel]	<p>-26 k€ par an : Pour rappel, la séparation juridique est rendue obligatoire du fait de l'activité électricité qui a dépassé le seuil des 100 000 clients. Cette charge ne nous semble donc pas devoir être imputée au service gaz selon PMP. Ceci génère donc un ajustement à la baisse de 105 k€ en 2018 et de 26 k€ en moyenne sur la période ATRD5</p>	6.4.6

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Dépenses de Communication (623xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	181,9%	<p>Les dépenses de communication de GEG de la période ATRD4 portent en totalité sur de la communication externe dans le but de développer l'activité gaz. La trajectoire ATRD5 a été tracée à partir de ce réalisé.</p> <p>GEG prévoit par ailleurs une augmentation de ce poste (+23 k€ en 2017 et 2018) en raison de la séparation juridique</p>	<p>-12 k€ par an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.</p> <p>-6 k€ par an : Par ailleurs, les dépenses supplémentaires liées à la séparation juridique ont été retraitées, cette séparation étant rendue obligatoire par le dépassement du seuil de 100 000 consommateurs sur l'activité électricité. Ceci génère un ajustement de 23 k€ en 2018 soit 6 k€ en moyenne par an.</p>	6.4.7
Aides commerciales (658120)	36	77	1719,5%	Aucun	<p>-36 k€ par an : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation.</p>	6.4.8

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	988	158	18,4%	<p>Les Autres charges ont été principalement projetées à partir de l'année 2015 puis en appliquant l'IPC.</p> <p>A cela, GEG a ajouté des dépenses liées à la séparation juridique (affectées à 50% sur le GRDG) pour un montant de 107 k€ en 2018 ainsi que des dépenses de relève pour un montant de 22 k€.</p> <p>Le poste contient également les impayés acheminement qui ont été budgétés en tenant compte d'une augmentation annuelle de 2%.</p>	<p>-8 k€ par an : En 2015, les Autres charges comprenaient 8 k€ d'aide à la transformation liées au plan de transformation réalisé jusqu'en 2016. Il s'agit donc d'une charge non récurrente sur la période ATRD5. PMP propose de les retirer du montant de référence ayant servi de base à la construction de la trajectoire de l'ATRD5 ce qui a impacté à la baisse de 8 k€ / an sur la période ATRD5</p> <p>-38 k€ par an : Concernant les dépenses liées à la séparation juridique, cette dernière étant imposée du fait de l'activité électricité, ces charges sont selon PMP à retirer du montant à couvrir. Seules les dépenses de CAC ont été retenues par PMP à hauteur de 10% (quote-part du chiffre d'affaires du GRDG sur l'ensemble des activités de GEG).</p> <p>-9 k€ par an : Ce poste recouvre également des prestations externes de relève pour un montant de 106 k€ / an à partir de 2018. PMP propose d'ajuster ce montant en tenant en compte du déclin du nombre de consommateurs sur la période ATRD5 (-11,8% entre 2015 et 2021).</p> <p>-37 k€ par an : Sans considérer la relève (18 k€ en 2014 et 84 k€ en 2015), le poste Autres services extérieurs est en forte augmentation entre 2013 et 2015 (+29%). Il est proposé de tenir compte de la moyenne de la période ATRD4 pour budgéter la charge à venir sur l'ATRD5.</p> <p>-24 k€ par an : Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des impayés acheminements qui ont été intégrés dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. Le montant provisionné au titre des impayés acheminement a été recalculé en suivant cette méthode</p>	6.4.9

Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Total consommations externes	3 409	386	12,3%			
Rémunérations brutes (641xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	14,9%	<p>Les travaux réalisés par PMP ont permis d'identifier des erreurs d'affectation des charges ayant un impact global de +21 k€ sur les charges de personnel de 2015. Le réalisé 2015 a ainsi été modifié au cours de l'audit par GEG, pour corriger cette erreur sur le montant des charges sociales et intégrer le CICE omis lors de l'élaboration de la trajectoire tarifaire.</p> <p>Les rémunérations brutes augmentent sous l'effet des hypothèses prises en compte par GEG concernant l'évolution des rémunérations du personnel présent en 2015 (+179 k€ entre 2015 et 2018) ainsi que par l'effet des embauches prévues à partir de 2017 soit +2 ETP liés à la séparation juridique, +1 ETP lié aux nouvelles réglementations, +2 ETP liés à la gestion de la clientèle, + 0,7 ETP de fonction supports. Ces augmentations sont compensées en partie par une baisse de 1,5 ETP en raison des départs à la retraite non remplacés.</p>	<p>[Confidentiel]+37 k€ par an : Suite à une erreur d'imputation des charges de personnel dans la demande tarifaire initiale, GEG a corrigé la valeur 2015 des charges de personnel ce qui entraîne des modifications de la trajectoire ATRD5</p> <p>-39 k€ par an : [Confidentiel]</p> <p>-61 k€ par an : Par ailleurs, en effectuant le calcul d'évolution des salaires avec un effet GVT positif, cela génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 61 k€ par an.</p> <p>-149 k€ par an : PMP considère que la séparation juridique peut être conduite sans doublonnage des postes et que le risque d'un éventuel défoisonnement peut se traduire par une charge temporaire absorbable par les effectifs actuels, d'autant que l'activité est en forte baisse (nombre de consommateurs, quantités acheminées).</p> <p>-111 k€ par an : Les 2 ETP supplémentaires demandés au titre de la gestion clientèle induits par le développement des offres de marché ont été exclus de la demande tarifaire, cette charge n'étant pas nouvelle pour l'ELD. L'activité étant de plus en forte baisse (nombre de consommateurs, quantités acheminées), l'effectif actuel peut absorber la charge de gestion de clientèle.</p>	6.4.10 et 6.4.11
Charges sociales (645xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	16,6%			
CCAS 1% (6472xx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	0,5%			
Autres charges sociales (647xxx sauf CCAS et 648xxx)	[Confidentiel]	[Confidentiel]	12,0%			
Participation des salariés	[Confidentiel]	[Confidentiel]	-43,9%	Aucun	Aucun	
Total charges de personnel	[Confidentiel]	[Confidentiel]	13,0%			
Taxe foncière	50	1	2,4%	Aucun	Aucun	
Taxe professionnelle	152	-1	-0,6%	Aucun	Aucun	

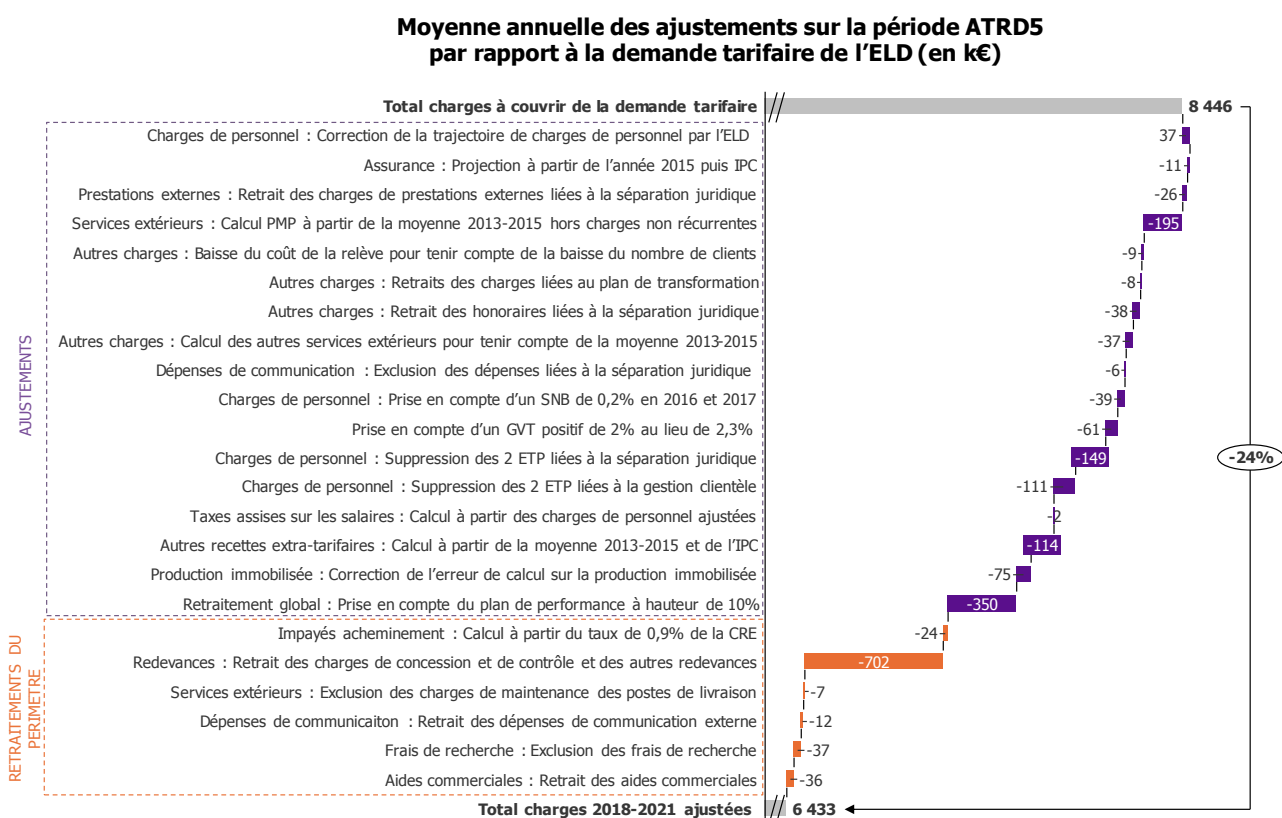
Poste de la demande tarifaire	Moyenne annuelle des montants demandés 2018-2021 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en k€)	Evolution 2015 - 2018 (en %)	Commentaires	Proposition d'ajustement moyen par an sur la période 2018-2021	Référence
Taxes assises sur les salaires	128	19	18,2%	Aucun	-2 k€ : Afin de prendre en compte les ajustements sur les charges de personnel, nous avons recalculé le montant des taxes assises sur les salaires. Ce calcul a été effectué en tenant compte du ratio moyen 2013-2015 de taxes assises sur les salaires sur la rémunération brute et les charges sociales. [Confidentiel] L'application d'un tel ratio entraîne des variations sur le poste : - 2 k€ en moyenne sur la période ATRD5.	6.4.12
Autres	78	2	2,8%	Aucun	Aucun	
Total impôts et taxes	409	21	5,7%			
Autres recettes extra-tarifaires	428	-14	3,5%	L'évolution du poste ne semble pas cohérente au regard de la moyenne 2014-2015 (2013 étant une année atypique en raison d'erreurs).	-114 k€ / an : La correction de la trajectoire des Autres recettes extra-tarifaires, en utilisant la moyenne 2014-2015 puis en appliquant l'IPC, entraîne un ajustement à la baisse de 114 k€ par an en moyenne (augmentation des recettes).	6.4.13
Total recettes extra-tarifaires	428	-14	3,5%			
Production immobilisée	512	313	-41,2%	La production immobilisée a été construite à partir du réalisé 2013-2015.	-75 k€ par an : Le fichier qui a servi à la construction de la production et qui a été transmis à PMP comportait des erreurs de calcul qui une fois corrigées, génèrent un ajustement à la baisse (hausse de la production immobilisée).	6.4.14
Total production immobilisée	512	313	-41,2%			
Total demande ELD (I+II+III-IV-V+VI-VII)	8 446	1 191	14,7%	GEG a mis en œuvre entre 2014 et 2016 un plan de performance. [Confidentiel]	-350 k€ : Afin de prendre en compte les effets du plan de performance sur la trajectoire ATRD5 [Confidentiel]	6.3

1.3 Trajectoire proposée par PMP

Le total des ajustements et retraitement est de 2 037 k€ par an sur la période ATRD5.

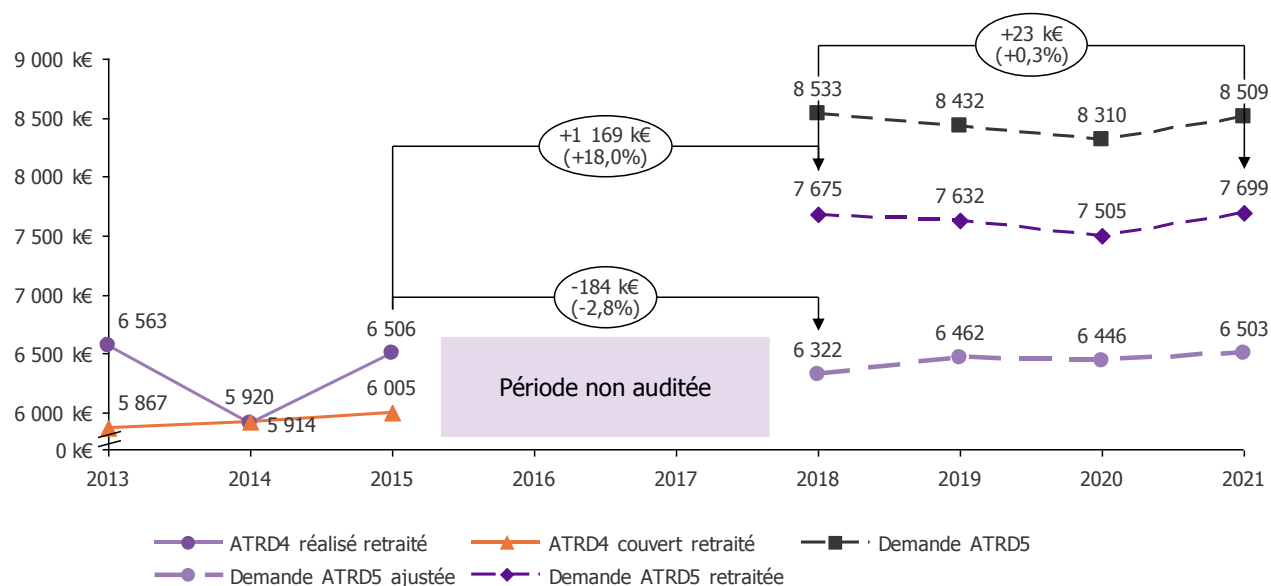
	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021	Total 2018- 2021
Demande tarifaire de l'ELD	8 533	8 432	8 310	8 509	8 446	33 784
Total des ajustements PMP	-1 353	-1 170	-1 059	-1 196	-1 195	-4 778
Retraitement de périmètre	-857	-801	-805	-810	-818	-3 273
Trajectoire y compris ajustements et retraitement	6 322	6 462	6 446	6 503	6 433	25 733

La moyenne annuelle des charges à couvrir après ajustements et retraitements sur la période ATRD5 sera donc de 6 433 k€.



Après ajustements, la trajectoire de charges serait la suivante. L'écart entre 2018 et 2015 pro forma serait de -184 k€ soit -2,8%.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)



Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	6 906 001	7 107 861	7 223 380
Retraitements	-1 038 897	-1 188 096	-1 218 300
CCN actif	[Confidentiel]		
Dépenses de communication	[Confidentiel]		
Aides commerciales	-198 157	-199 623	-200 442
Frais de recherche	-35 950	-36 216	-36 365
Maintenance poste livraison	0	0	-896
ATRD4 couvert retraité	5 867 104	5 919 766	6 005 081

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	8 532 579	8 432 335	8 310 063	8 508 935
Retraitements	-857 323	-800 809	-804 607	-810 347
Charges irrécouvrables	-21 279	-22 689	-25 274	-27 009
Aides commerciales	-81 880	-20 756	-21 070	-21 430
Redevances hors RODP	[Confidentiel]			
Frais de recherche	-36 175	-36 890	-37 676	-38 574
Dépenses de communication	[Confidentiel]			
Maintenance poste livraison	-6 627	-6 627	-6 627	-6 627
Demande ATRD5 retraitée	7 675 256	7 631 526	7 505 456	7 698 589

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	7 351 897	6 671 252	7 211 120
Retraitements	-788 712	-757 494	-704 919
Aides commerciales	-55 200	-31 150	-4 500
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
Dépenses de communication	[Confidentiel]		
Retraitement CICE et charges sociales	0	0	20 781
Maintenance poste livraison	0	0	-896
ATRD4 réalisé retraité	6 563 185	5 913 758	6 506 202

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATRD5	8 532 579	8 432 335	8 310 063	8 508 935
Retraitements	-857 323	-800 809	-804 607	-810 347
Ajustements	-1 353 401	-1 169 652	-1 059 400	-1 195 728
Demande ATRD5 ajustée	6 321 854	6 461 874	6 446 056	6 502 861

La trajectoire proposée par PMP comprend les principales augmentations de charges suivantes qui n'appellent pas d'ajustement :

- Les hypothèses d'inflation permettent d'expliquer environ 65 k€ d'augmentation entre 2015 et 2018 soit un montant **0,9%** ;
- Les hypothèses d'évolution de charges de personnel permettent d'expliquer environ 229 k€ d'augmentation entre 2015 et 2018 soit **3,2%** ;
- La loi NOTRe et LTECV génèrent une augmentation de charges de l'ordre de 127 k€ par an soit 112 k€ (soit **+1,6%**) de charges de personnel correspondant à un ETP supplémentaire et 15 k€ (soit +0,2%) de SI.

2. Contexte et objectifs de l'audit

2.1 Contexte

L'article L.452-2 du code de l'énergie prévoit que la CRE fixe les méthodologies utilisées pour établir les tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel. Ces tarifs, fixés pour une durée d'environ quatre ans, sont des éléments essentiels au bon fonctionnement du marché gazier et représentent plus du quart du prix du gaz naturel facturé aux consommateurs finals (pour des clients résidentiels).

Environ 11 millions de consommateurs sont raccordés aux réseaux de distribution de gaz naturel, qui comptent 26 GRD, de tailles très inégales. GRDF représente 96 % de la distribution du gaz naturel en France, les 25 autres GRD se partageant les 4 % restants. Parmi ces 25 GRD, les neuf plus importants ont chacun un tarif péréqué ATRD spécifique.

Les tarifs actuels d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD4 ») des ELD sont entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2013, en application de la décision de la CRE du 25 avril 2013 et le 1^{er} juillet 2014 pour Sorégies en application de la décision de la CRE du 22 mai 2014.

La CRE travaille actuellement à l'élaboration des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel (dits « tarifs ATRD5 ») de ces neuf ELD avec l'objectif d'une entrée en vigueur en 2018 :

- Régaz-Bordeaux ;
- Réseau GDS ;
- GEG ;
- Caléo ;
- Gedia ;
- Vialis ;
- Gaz de Barr ;
- Veolia Eau ;
- Sorégies.

Les tarifs seront établis sur la base des charges prévisionnelles des opérateurs pour la prochaine période tarifaire, en distinguant pour chaque ELD :

- Les charges d'exploitation ;
- Et les charges de capital.

Il est donc essentiel pour la CRE de connaître la structure de coûts de ces ELD pour être en mesure de porter un jugement sur le niveau et l'efficacité de ces coûts. Le niveau de charges retenu doit répondre au principe établi par l'article L.452-1 du code de l'énergie qui précise que « les tarifs [...] sont calculés de manière transparente et non discriminatoire, afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par les gestionnaires de ces réseaux dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau efficace ».

Dans ce contexte, la CRE a décidé de confier au cabinet PMP l'audit des charges d'exploitation des 9 ELD citées ci-avant. Le présent rapport porte sur l'audit de la société GEG.

2.2 Objectifs de l'audit

Dans ce contexte, l'audit a pour objectif de permettre à la CRE de disposer d'une compréhension complète des charges et produits d'exploitation actuels de ces neuf ELD constatés au cours des exercices comptables 2013 à 2015, et 2016 si disponible, et des charges et produits d'exploitation prévisionnels (période 2016-2021) présentés par ces opérateurs pour la période tarifaire à venir.

Pour ce faire, cet audit se base d'une part sur une analyse détaillée des charges nettes d'exploitation des ELD réalisées pour la période 2013-2015 (2016 si disponible), des charges nettes d'exploitation prévisionnelles pour la période 2016-2021 communiquées lors de la demande tarifaire initiale des ELD en décembre 2016, d'autre part sur des éléments de benchmark entre ELD et avec GRDF.

L'audit a donc pour objectifs de fournir à la CRE :

- Une description précise de la nature des charges et produits d'exploitation supportés par chaque ELD sur la période 2013-2021 et des hypothèses sous-jacentes à leur évolution ;
- Une appréciation sur les évolutions proposées par chaque ELD sur les exercices 2018-2021 dans le cadre des travaux tarifaires, en s'appuyant notamment sur l'analyse du niveau des charges constatées sur les exercices 2013, 2014, 2015 et 2016 si disponible ;
- Si la demande de l'ELD ne repose pas sur un niveau de coût correspondant à ceux d'un opérateur de réseau efficace, une proposition d'ajustement de cette demande.

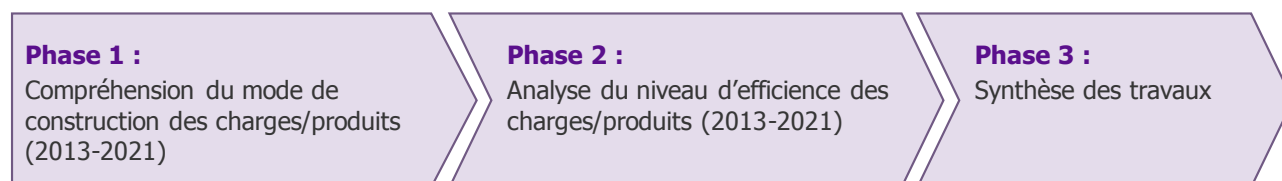
Pour des raisons de secret commercial et industriel, certaines parties de ce rapport ont été rendues Confidentielles.

Convention de présentation des données dans ce rapport :

- Signes des charges tarifaires : (+) ;
- Signe des produits tarifaires : (-) ;
- Ecart = Réalisé – BP ATRD4 ;
- Les années pour lesquelles les charges réelles sont disponibles sont indiquées par la lettre R ;
- Les années pour lesquelles les charges sont prévisionnelles sont indiquées par la lettre P.

3. Déroulement de l'audit

L'audit a été organisé en 3 phases :



Au cours de la phase 1, nous avons visé, pour chaque ELD à :

- Nous assurer du rapprochement entre les données comptables certifiées et les données réelles présentées dans les demandes tarifaires ;
- Expliciter les principales variations de charges sur la période ATRD4 ;
- Expliciter les principaux écarts entre les charges réelles et avec la prévision ATRD4 ;
- Comprendre les modes de construction des charges réelles et prévisionnelles en détaillant notamment l'ensemble des hypothèses rentrant dans le calcul de la projection de la future période tarifaire 2018-2021 ;
- Analyser les projets globaux ayant un impact sur plusieurs postes de la demande tarifaire ;
- Effectuer des premières analyses de comparaison entre ELD.

Au cours de la phase 2, nous avons poursuivi les analyses d'écarts menées lors de la phase 1 et cherché à approfondir les travaux en comparant les données entre ELD et en utilisant au besoin des benchmarks issus de notre propre expérience.

La phase 3 a cherché à synthétiser les travaux d'audit en :

- Rassemblant des informations recueillies au cours des phases précédentes ;
- Appréciant le niveau des charges prévisionnelles 2018-2021 au travers des méthodes et hypothèses utilisées pour les établir ;
- Recommandant à la CRE, après un temps d'échange avec les ELD, le niveau efficient des charges d'exploitation de chaque ELD.

L'ensemble de ces travaux ont été conduit en collaboration avec les ELD et ont notamment donné lieu à des échanges écrits et à des entretiens téléphoniques.

4. Présentation de l'activité de l'ELD

GEG intervient sur :

- La distribution et la fourniture de gaz ;
- La distribution et la fourniture d'électricité ;
- La production d'énergies renouvelables ;
- L'éclairage public des communes de Grenoble, Saint Martin le Vinoux, Fontanil et Claix.

Aujourd'hui le GRDG est hébergé dans la société mère GEG. Le 1^{er} janvier 2018, l'activité GRD devrait être transférée à une filiale à 100 % de la société mère qui rassemblerait les activités de distribution de gaz et d'électricité. Cette séparation juridique est imposée par le fait que le seuil des 100 000 clients a été dépassé sur l'activité Electricité. Plus de 50% des emplois actuels de la direction des réseaux sont mixtes gaz et électricité. Les fonctions support resteront dans la société mère mais seront affectées au GRDG selon l'usage qui en sera fait.

La demande tarifaire de GEG reprend la structure actuelle de l'entreprise. Par exemple, les charges de personnel des fonctions support ont été intégrées sur toute la durée de l'ATRD5 au poste « charges de personnel » alors qu'il s'agira en réalité à partir de 2018 de charges externes facturées à la filiale par la mère.

En revanche, le surcoût lié à l'organisation a bien été intégré :

- Des coûts liés au changement ont été budgétés sur la période 2017 – 2018 ;
- De plus, certaines fonctions seront doublonnées entre les sociétés mère et fille pour répondre aux nouvelles obligations de la filiale. Ex : GEG envisage que sa filiale ait sa propre gouvernance et une mission de responsable de la conformité.

GEG est détenu par :

- Ville de Grenoble : 50% + 1 ;
- GDF Suez : 42,53% ;
- EDF : 4,31% ;
- Autres : Caisse des dépôts, Schneider, Caisse d'Epargne, Banque Rhône Alpes, salariés.

GEG a souscrit 5 nouvelles concessions entre 2011 et 2012. Ces concessions ne sont pas intégrées à la demande tarifaire de GEG :

- Trept, Passins et Saint Sorlin de Morestel ;
- Izeaux et Beaucroissant ;
- Faverges de la Tour, Fitilieu, Saint-André le Gaz et La Bâtie-Montgascon ;
- Vourey et Charnècles ;
- Charavines et Saint-Blaise du Buis.

Chiffres clés 2015 :

- Longueur de réseau Gaz : 224 km dont 83 km de réseau basse pression et 141 km de réseau moyenne pression. La totalité du réseau est en classe A ;
- CA GRD Gaz : 10 848 k€ ;
- ETP GRD Gaz : 64,7 ;
- Nombre de PDL : 41 720 ;
- Consommation brute corrigée du climat : [Confidentiel]

Le nombre de consommateurs pour l'activité gaz a diminué de 2,6% entre 2013 et 2015 et diminuera de nouveau de 11,8% entre 2015 et 2021 selon GEG :

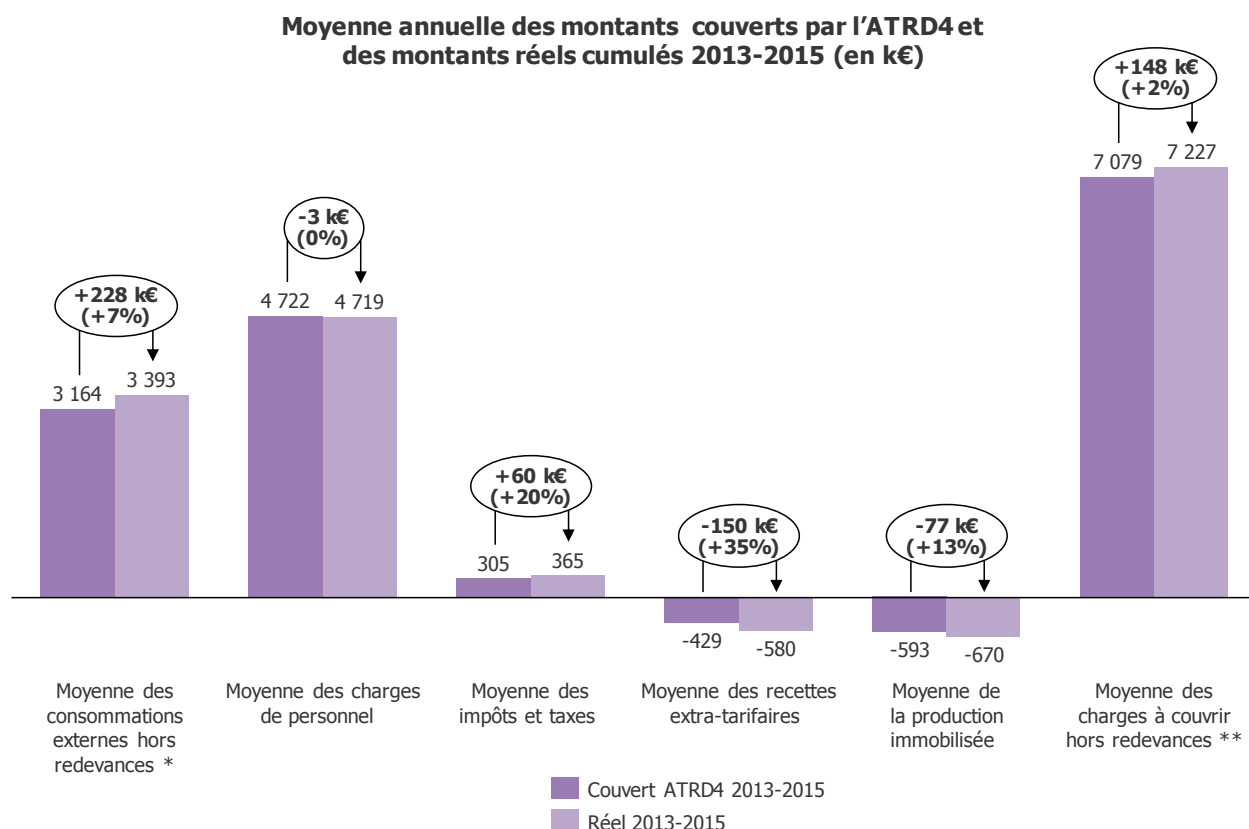
Nombre moyen annuel de PDL	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	16 696	15 752	15 460	14 748	14 068	13 420	12 801	12 211	11 648
T2	25 872	25 879	25 987	25 977	25 968	25 698	25 432	25 168	24 907
T3	242	244	269	269	269	261	253	246	238
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	42 815	41 878	41 720	40 998	40 308	39 382	38 490	37 628	36 797

La consommation brute corrigée du climat a diminué de 19,0% entre 2013 et 2015 et diminuera de nouveau de 7,4% entre 2015 et 2021 selon les prévisions de GEG :

Consommations corrigées du climat (MWh)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
T1	24 074	22 701	22 172	21 090	20 118	19 191	18 306	17 463	16 658
T2	334 174	333 313	333 653	332 586	332 462	329 015	325 603	322 226	318 884
T3	163 177	164 395	178 924	178 420	178 423	173 073	167 883	162 849	157 966
T4	[Confidentiel]								
TP									
Total	753 105	579 818	609 794	603 396	602 304	592 579	583 093	573 839	564 809

5. Analyse des charges/produits d'exploitation réels sur la période 2013-2015

Sur la période ATRD4, le montant des charges réelles hors redevances et y compris CCN a été supérieur en moyenne de 2% aux charges couvertes par le tarif soit 148 k€.



(*) : Les montants des CCN actifs communs utilisées par le GRDG ont été intégrés aux charges réelles. Les montants de redevance ont été retirés.

(**) : Le montant total des charges à couvrir comprend également les ajustements divers (-90 k€ en moyenne) qui n'ont pas pu être imputés à un poste spécifique.

5.1 Hypothèses d'indexation

Le tableau ci-dessous précise les hypothèses d'indexation retenues dans la demande tarifaire ATDR4 et les données réelles IPC à mettre en regard :

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Inflation pour calcul ATRD4		1,9%	1,9%	1,9%	1,9%	1,9%
Inflation réelle (source INSEE)	1,87%	0,74%	0,41%	0,03%	0,19%	
<i>cumul IPC hypothèse ATRD4</i>		1,0190	1,0384	1,0581	1,0782	
<i>cumul IPC réel</i>		1,0074	1,0115	1,0118	1,0138	

5.2 Principaux écarts du poste Consommations externes

Sur la partie consommation externe, l'écart moyen entre les charges réelles (hors redevances) et le montant couvert ATRD4 est de -616 k€

en € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecarts annuels moyens 2013-2015
Fournitures non stockables (achats d'énergie 6061xx)	66 235	52 784	-13 451	66 725	60 257	-6 468	66 999	60 848	-6 151	-8 690
Achats stockés (602xxx, 6031xx, 6032xx et 6091xx)	388 239	252 228	-136 011	387 849	368 568	-19 281	351 405	284 135	-67 270	-74 187
Achats de matériel, équipement et travaux (605xxx)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achats matières et fournitures non stockées (606xxx)	81 520	60 452	-21 068	82 123	80 309	-1 814	82 460	67 190	-15 270	-12 717
Loyers, crédit bail et charges locatives (612xxx, 613xxx sauf 613220 et 614xxx)	926 146	154 793	-771 353	1 057 915	137 126	-920 789	1 061 803	102 749	-959 054	-883 732
Redevances (613220 et 651xxx)	[Confidentiel]									
Services extérieurs entretien et maintenance (611xxx et 615xxx)	560 450	993 721	433 271	564 597	849 371	284 774	566 912	856 468	289 556	335 867
dont informatique			0			0			0	0
dont sécurité des installations intérieures			0			0			0	0
Assurances (616xxx)	113 109	155 482	42 373	113 946	91 211	-22 735	114 413	44 638	-69 775	-16 712
Frais de recherche (617xxx)	35 950	0	-35 950	36 216	0	-36 216	36 365	0	-36 365	-36 177
Prestations externes (621xxx)	[Confidentiel]									
Dépenses de Communication (623xxx)	15 285	19 761	4 476	15 398	9 238	-6 160	15 461	12 345	-3 116	-1 600
Aides commerciales (658120)	198 157	55 200	-142 957	199 623	31 150	-168 473	200 442	4 500	-195 942	-169 124
Cessions internes reçues (cf. OPEX onglet 1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres charges (618xxx, 62xxxx sauf 623xxx, 65xxxx sauf redevances et aides commerciales)	518 070	643 807	125 737	511 830	592 647	80 817	503 813	859 659	355 846	187 467
Total consommations externes	3 086 581	3 370 380	283 799	3 220 999	3 236 398	15 399	3 185 608	3 145 740	-39 868	86 443
Total consommations externes hors redevances	3 086 581	2 656 629	-419 505	3 220 999	2 519 292	-688 708	3 185 608	2 437 782	-738 911	-615 708

5.2.1 Achats stockés

➤ **Ecarts annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-74 k€ d'écart annuel moyen soit -20%)** : Pour répartir les achats stockés, GEG utilise une clé construite à partir des sorties de magasin.

- GEG a indiqué que ce poste suivait l'évolution des investissements en gaz et des consommations pour exploitation hors investissements ;
- GEG a indiqué que l'écart s'expliquait par des prévisions imprécises réalisées lors de l'élaboration du tarif ATRD4. L'ELD avait alors considéré des charges de travaux réalisés en 2012 comme référence de la trajectoire ATRD4 alors que ces charges étaient en partie non récurrentes.

5.2.2 Loyers, crédit bail et charges locatives

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-884 k€ d'écart annuel moyen soit -87%)** :

- Le montant couvert par l'ATRD4 comprend à la fois les charges de loyers issues de la demande tarifaire ATRD4 (comptes 612xx, 613xx sauf 613320 et 614xx) et d'autre part les **CCN des actifs communs** utilisés par le GRD Gaz ;
- Les valeurs de CCN doivent donc être ajoutées à la ligne loyers du BP ATRD4 de GEG afin de rendre la charge comparable ;

- GEG a indiqué que la valeur des actifs communs attribués au GRD gaz est déterminée en utilisant les clés de répartition de la dissociation comptable.

	2013	2014	2015	Moyenne 2013-2015
	R	R	R	R
Loyer charges locatives couvert	[Confidentiel]			
CCN actifs communs couvert				
Montant couvert (correction de l'inflation)				
Loyers charges locatives réalisé				
CCN Actifs communs réalisé				
Réalisé ATRD4				
Ecart réalisé - montant couvert	77 501	-51 913	-111 978	-28 797

En intégrant les CCN Actifs communs, l'écart constaté entre le réel et le montant couvert par l'ATRD4 est de - 29 k€.

5.2.3 Services extérieurs

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+336 k€ soit +60%) :** GEG a expliqué cet écart par la campagne d'identification et de remplacement des branchements en fonte grise qui n'avait pas été budgétée lors de l'élaboration du tarif ATRD4. Les montants concernés par cette campagne sont les suivants :
 - 2013 : 41 k€ ;
 - 2014 : 344 k€ ;
 - 2015 : 373 k€.

Ce programme exceptionnel s'est terminé en 2015 selon GEG.

5.2.4 Assurances

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-17 k€ soit -15%) :** L'écart entre le réel et le couvert ATRD4 se justifie par la baisse importante qu'a connu ce poste sur la période (- 71% entre 2013 et 2015). Selon GEG, cette baisse est expliquée par :
 - Le versement exceptionnel en 2013 de 36 k€ pour contrat indemnité fin de carrière, non reconduit en 2014 et 2015 (versements facultatifs) ;
 - La baisse du chiffre d'affaires GRD Gaz ce qui a engendré une baisse du coût des assurances Responsabilité civile indexées sur le chiffre d'affaires (0,27% du CA) de 23,5 k€. GEG a justifié cette baisse du chiffre d'affaires par des variations de températures ;
 - La baisse de 45 k€ entre 2014 et 2015 qui est liée à la renégociation du contrat en 2014 avec effet sur année pleine en 2015.

5.2.5 Aides commerciales

➤ Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (-169 k€ soit -85%) :

- GEG a indiqué que les aides commerciales varient selon les années et selon les projets qui aboutissent. Il peut donc y avoir des écarts significatifs ;
- GEG a ajouté que les années 2013 à 2015 ont aussi été marquées par un contexte grenoblois de très faible développement urbain ayant freiné les opportunités de versement de prime ainsi que par une priorité donnée aux réseaux de chaleur.

5.2.6 Prestations externes

➤ Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+53 k€ soit +29%) :

Le poste prestations externes couvre le personnel détaché et l'intérim. Dans les estimations ATRD4, GEG avait fait varier ce poste uniquement au moyen de l'inflation mais ce poste est selon GEG fluctuant en fonction des renforts nécessaires soit pour remplacer des absences soit pour renforcer des équipes projet.

➤ Evolution de la charge entre 2014 et 2015 (- 154 k€) :

- [Confidentiel] Les montants engagés au titre de ce contrat de prestation ont été fournis par GEG et sont indiqués ci-dessous. Le remplaçant du DG a été embauché en septembre 2015 en tant qu'agent statutaire ;

	2013 R		2014 R		2015 R		Moyenne annuelle 2013- 2015	
	Total GEG	GRDG	Total GEG	GRDG	Total GEG	GRDG	Total GEG	GRDG
Mise à disposition	[Confidentiel]							

- GEG a indiqué que le solde de l'écart était lié à la baisse du poste Intérimaires suite à la fin de projets informatiques qui nécessitaient de recourir à des surcroits d'effectifs temporaires.

5.2.7 Autres charges

Le poste Autres charges se décompose comme suit sur la période ATRD4 :

En k€ constants	2013 R	2014 R	2015 R
Documentation	[Confidentiel]		
Honoraires			
Transports			
Déplacements - missions réceptions			
Frais postaux et télécom			
Services bancaires et assimilés			
Frais divers (recrutement...)			
<i>Dont Autres services extérieurs (yc relève)</i>			
<i>Dont Cotisations diverses</i>			
<i>Dont Déplacements prestataires</i>			
<i>Dont Déplacements prestataires GEG SE</i>			
<i>Dont Frais de recrutement</i>			
<i>Dont Redevances pour services rendus</i>			
Autres charges de gestion courante – impayés acheminement			
Total	644	593	860

- **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 (+187 k€ soit +37%) :** Dans la demande tarifaire de GEG le poste Autres charges avait été projeté sur la base de l'estimé 2012 auquel avait été ajoutée une charge relative au plan anti-endommagement. Les charges réelles comprennent également les charges liées au plan de performance qui n'avaient pas été budgétées lors de l'élaboration du tarif ATRD4 (voir détail ci-dessous).
- **Evolution de la charge entre 2014 et 2015 (+267 k€) :** Ce poste regroupe des prestations de natures différentes en particulier liées au recours à des prestataires externes irrégulières d'une année à l'autre. Selon GEG, l'augmentation entre 2014 et 2015 est notamment due :
 - À l'externalisation de la prestation de relève des compteurs **(+66 k€ entre 2014 et 2015) :**
 - +18 k€ en 2014 ;
 - +84 k€ en 2015.

L'impact sur les charges de personnel de l'externalisation de la relève est donné en annexe.

- Au recours à des prestataires pour des mesures d'accompagnement au changement suite au plan de performance[Confidentiel] :

Activité (en k€)	2013 R		2014 R		2015 R	
	Total groupe	GRDG	Total groupe	GRDG	Total groupe	GRDG
Honoraires CAC du CE	[Confidentiel]					
Aide à la transformation						
Honoraires avocat						
Accompagnement excellence opérationnelle						
Accompagnement au changement						
Accompagnement excellence opérationnelle						
Prestations accueil téléphonique						
Prestations de relève						
Prestations informatique						
Conseil en communication						
Prestations travaux immobiliers						
Total						

- À la forte augmentation des pertes sur créances irrécouvrables, du fait de la conjoncture économique **(+88 k€ entre 2014 et 2015) :** pour GEG les pertes sont passées de 432 k€ à 820 k€ entre 2014 et 2015 avec un impact sur le GRD de +88 k€.

Ces éléments permettent d'expliquer une hausse de 193 k€. Il reste donc une augmentation de 74 k€ entre 2014 et 2015 qui n'a pas été expliquée par GEG.

5.3 Principaux écarts du poste Charges de personnel

Sur la partie charges de personnel, l'écart moyen entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de -10 k€. [Confidentiel]

5.3.1 Rémunérations brutes et charges sociales

Remarque : le rapprochement comptable qui a été effectué par PMP a permis d'identifier un écart annuel sur le poste Charges sociales. Le montant en 2015 devrait être de [Confidentiel].

5.3.1

➤ **Ecart annuel moyen entre le réel et couvert ATRD4 sur le poste rémunérations brutes (-28 k€ soit -1%) :**

- GEG a indiqué que les écarts avec l'ATRD4 s'expliquaient par la baisse des effectifs : [Confidentiel] ;
- Néanmoins cette baisse des effectifs s'est accompagnée d'une hausse de la rémunération moyenne ce qui a limité les gains de productivité.

➤ **Variation du poste Rémunération brute sur la période ATRD4** [Confidentiel]

5.3.2 Autres charges sociales

Remarque : GEG a indiqué que le montant présent dans leur demande tarifaire pour l'année 2015 était erroné. Celui-ci est en réalité de 102 k€ au lieu de 163 k€. L'erreur provient du CICE qui n'avait pas été intégré.

- **Écarts entre le réel et couvert ATRD4 (-59 k€ d'écart annuel moyen soit -33% après intégration du CICE en 2015) :** La baisse de 70 k€ entre 2013 et 2014 est essentiellement liée à l'augmentation du CICE (-27 k€), la baisse des avantages en nature (-25 k€) et de l'abondement sur intéressement (-15 k€).

5.4 Principaux écarts du poste Impôts et taxes

Sur la partie impôts et taxes, l'écart moyen entre les charges réelles et le montant couvert ATRD4 est de +60 k€ soit +20%.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Taxe foncière	14 000	50 331	36 331	14 104	45 011	30 907	14 161	47 960	33 799	33 679
Taxe professionnelle	152 850	146 600	-6 250	153 981	141 379	-12 602	154 612	146 240	-8 372	-9 075
Taxes assises sur les salaires	101 900	141 108	39 208	102 654	87 028	-15 626	103 075	103 511	436	8 006
Versement transport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	35 000	51 123	16 123	34 602	60 673	26 071	34 096	74 642	40 546	27 580
Total impôts et taxes	303 750	389 162	85 412	305 340	334 091	28 751	305 944	372 353	66 409	60 190

Aucune information n'a été fournie par GEG sur ce poste.

5.5 Principaux écarts du poste Recettes extra-tarifaires

Les recettes extra-tarifaires réelles sont en moyenne supérieures de 150 k€ chaque année au projeté sur la période ATRD4 soit un écart de 35%. [Confidentiel]

5.5.1 Autres recettes extra-tarifaires

- **Écarts entre le réel et couvert ATRD4 (+150 k€ d'écart annuel moyen soit +35%) :** Le poste Autres recettes extra-tarifaires se décompose comme indiqué ci-dessous : [Confidentiel]

- On constate des évolutions à la baisse importantes entre 2013 et 2015 sur toutes les composantes des recettes extra-tarifaires ;
- Sur le poste Autres recettes extra-tarifaires, GEG a indiqué avoir mis en place E-fluid (logiciel de facturation) courant 2013. GEG a indiqué que l'année 2013 comporte des paramétrages imparfaits qui ne permettent pas de donner une vision fidèle du détail des prestations extra tarifaires du GRDG : il a ainsi été relevé des confusions de
-

paramétrages entre FRTR et GRD et entre électricité et gaz. Selon GEG, ces erreurs de paramétrages auraient fortement surestimé les montants imputés au GRDG en 2013 sans que GEG n'ait fourni de correction de ces montants. Ces erreurs ont été rectifiées dans Efluid à partir de 2014. Le détail pour les années 2014 et 2015 figure en annexe ;

- Sur le poste Travaux pour tiers, le détail des années 2013 à 2015 se trouve en annexe. Ces autres recettes extra-tarifaires correspondent principalement à des travaux de déviations d'ouvrages à la demande de tiers. [Confidentiel].

5.6 Principaux écarts du poste Production immobilisée

La production immobilisée réelle présente un écart annuel moyen de -77 k€ sur la période ATRD4 soit un écart de 13%.

En € courant	2013 R			2014 R			2015 R			Moyenne
	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Couvert ATRD4	Réalisé	Ecart	Ecart moyen 2013-2015
Production immobilisée	-636 000	-505 332	130 668	-628 760	-747 254	-118 494	-514 357	-758 280	-243 924	-77 250
dont charges directes	-564 000	-404 554	159 446	-548 682	-607 546	-58 864	-450 062	-627 102	0	33 527
dont charges indirectes	-72 000	-100 778	-28 778	-80 078	-139 707	-59 630	-64 295	-131 179	-66 884	-51 764
Total production immobilisée	-636 000	-505 332	130 668	-628 760	-747 254	-118 494	-514 357	-758 280	-243 924	-77 250

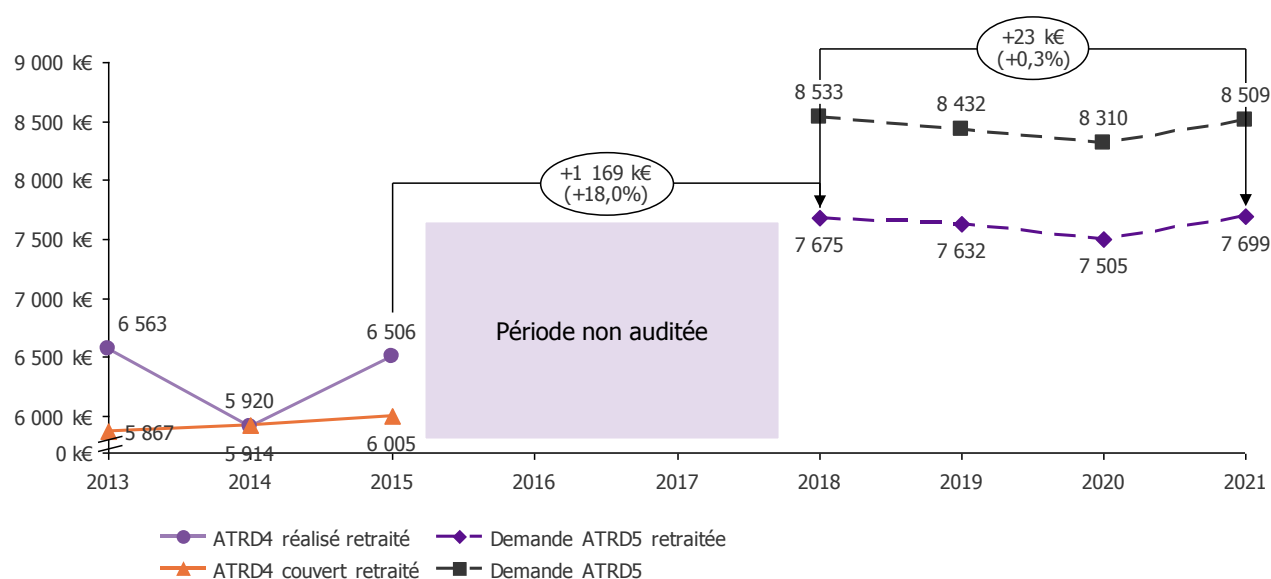
- **Ecart entre le réalisé et le couvert ATRD4 (-77 k€ d'écart moyen annuel soit +13%) :**
GEG indique que le montant de la production immobilisée est fortement lié au niveau d'investissement et à la quote-part de main d'œuvre interne / externe utilisée. En effet, les charges de sous-traitance sont directement affectées aux investissements sans transiter par un compte de production immobilisée.

6. Analyse des charges/produits d'exploitation prévisionnels sur la période 2018-2021 et ajustements recommandés au regard de l'analyse poste à poste

6.1 Synthèse de la demande tarifaire de GEG

La demande tarifaire initiale de GEG fait état d'une augmentation des charges entre 2015 et 2018 pro forma de 1 169 k€ soit +18,0%.

Evolution des charges d'exploitation réelles et de la demande tarifaire ATRD5 2013-2021 (en k€)

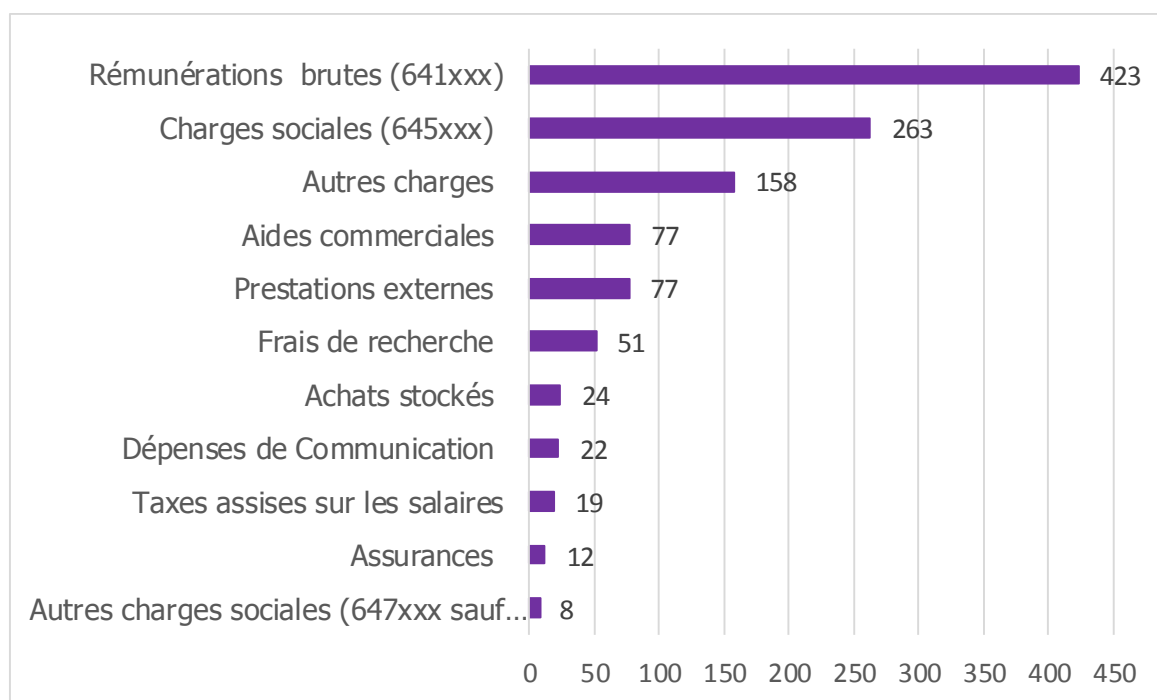


Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 couvert*	6 906 001	7 107 861	7 223 380
Retraitements totaux	-1 038 897	-1 188 096	-1 218 300
CCN actif	[Confidentiel]		
Dépenses de communication			
Aides commerciales	-198 157	-199 623	-200 442
Frais de recherche	-35 950	-36 216	-36 365
Maintenance poste livraison	0	0	-896
ATRD4 couvert retraité	5 867 104	5 919 766	6 005 081

Courbes	2018	2019	2020	2021
Demande ATDR5	8 532 579	8 432 335	8 310 063	8 508 935
Retraitements	-857 323	-800 809	-804 607	-810 347
Charges irrécouvrables	-21 279	-22 689	-25 274	-27 009
Aides commerciales	-81 880	-20 756	-21 070	-21 430
Redevances hors RODP	[Confidentiel]			
Frais de recherche	-36 175	-36 890	-37 676	-38 574
Dépenses de communication	[Confidentiel]			
Maintenance poste livraison	-6 627	-6 627	-6 627	-6 627
Demande ATRD5 retraitée	7 675 256	7 631 526	7 505 456	7 698 589

Courbes	2013	2014	2015
ATRD4 réalisé	7 351 897	6 671 252	7 211 120
Retraitements	-788 712	-757 494	-704 919
Aides commerciales	-55 200	-31 150	-4 500
Redevances hors RODP	[Confidentiel]		
Dépenses de communication			
Retraitement CICE et charges sociales	0	0	20 781
Maintenance poste livraison	0	0	-896
ATRD4 réalisé retraité	6 563 185	5 913 758	6 506 202

Les augmentations sont concentrées sur les postes suivants :



Principales augmentations demandées par l'ELD :

- Les charges de personnel sont en forte augmentation en raison des 3,5 ETP supplémentaires prévus entre 2015 et 2018 pour tenir compte :
 - De la séparation juridique : +2 ETP ;
 - De la loi NOTRe et LTECV : +1 ETP ;
 - De la gestion de la clientèle du fait de la fin des tarifs réglementés gaz : +2 ETP ;
 - -1,5 ETP de départs en retraite non remplacés.
- Les Autres charges sont principalement impactées par l'augmentation des honoraires du fait de la séparation juridique (+107 k€) et dans une moindre mesure par l'externalisation de la relève (+22 k€) ;
- Les Prestations externes sont en augmentation du fait du renfort nécessaire à la séparation juridique ;
- Les Frais de recherche sont justifiés par GEG par de multiples projets potentiels. Il s'agit d'une enveloppe estimée par GEG.

6.2 Hypothèses d'indexation

Les hypothèses d'IPC qui ont été considérées sont indiquées ci-dessous. Il s'agit des projections du FMI.

	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
IPC	1,08%	1,26%	1,40%	1,51%	1,71%

6.3 Préambule

GEG a mis en œuvre lors de la période ATRD4 un vaste plan de performance. [Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale : Afin de prendre en compte les effets du plan de performance sur la trajectoire ATRD5, [Confidentiel]

Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **350 k€**.

Réponse ELD :

Le plan de performance formalisé et soumis à avis du CE en 2013 a commencé à produire ses effets à partir de 2014. [Confidentiel]

Proposition d'ajustement finale : Au regard de la trajectoire de coûts du GRDG, PMP doute que les économies induites par le plan de performance aient réellement été répercutées sur le GRDG. Faute d'une estimation de l'impact sur le GRDG, PMP propose de conserver son ajustement initial.

6.4 Détail poste à poste

6.4.1 Loyers, crédit-bail et charges locatives

La comparaison qui a été faite entre le montant couvert par l'ATRD4 et les charges réelles a permis d'identifier que les montants des CCN Actifs communs qui avaient été couverts par le tarif ATRD4 n'avaient pas été intégrés à la demande tarifaire de GEG. GEG a fourni un détail de ces CCN qui figurent ci-dessous en demandant leur intégration dans le montant couvert par l'ATRD5 :

En €	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne annuelle 2018- 2021
Montants des CCN	[Confidentiel]							

Les CCN d'actifs communs seront étudiées ultérieurement par la CRE.

6.4.2 Redevances

Dans le demande de GEG, les Redevances augmentent de 1 k€ entre 2015 et 2018. [Confidentiel]

La demande tarifaire de GEG intègre la totalité de la redevance [Confidentiel] GEG a donc :

- Calculé sur la base des dispositions appliquées par l'opérateur national GRDF une part de redevance que l'on peut considérer comme affectée au contrôle et à la RODP

- Mentionné par ailleurs en ligne « autres redevances » le montant total de la redevance versée à la Métropole de Grenoble, déduction faite de la part redevance de contrôle et RODP.

La demande tarifaire de GEG intègre donc les redevances suivantes :

En €	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne 2018-2021
Redevances	[Confidentiel]									
dont occupation des sols										
dont redevance de desserte										
dont redevances de droit de contrôle										
dont autres redevances										

Proposition d'ajustement initiale : En cohérence avec les précédentes décisions de la CRE, les redevances de desserte versées à la ville de Grenoble et les autres redevances ont été exclues de la demande tarifaire de GEG ce qui représente un ajustement à la baisse de **630 k€** / an en moyenne sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : GEG souhaite insister sur les éléments suivants :

- [Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale : Aucune redevance n'a été couverte lors de la période ATRD4, néanmoins PMP conserve la redevance d'occupation des sols et exclut la redevance de droit de contrôle par rapport à l'ajustement initial, en cohérence avec ce qui a été couvert pour les autres ELD. Ceci génère un ajustement annuel moyen de **-702 k€** par an. L'intégration d'autres redevances sera étudiée en détail par la CRE.

6.4.3 Services extérieurs

➤ Gestion de l'amiante :

Le sous-poste Maintenance du poste Services extérieurs tient compte en 2018 de **30 k€** par an de surcoûts imposés par le **traitement du risque amiante**.

Même si des sondages ont à ce jour été réalisés sur certains chantiers, aucune politique n'est définie à ce jour à Gaz Electricité de Grenoble. Les hypothèses de coûts de GEG sont donc basées sur ce qui pourrait être la future politique en la matière. Les autres éléments (quantité, coûts...) proviennent également de ces quelques expériences.

En l'absence d'information complémentaire, GEG considère que le surcoût lié au risque amiante provient :

- De la recherche d'amiante sur le périmètre du chantier ;
- Du traitement de l'enrobé contenant de l'amiante si la recherche s'avère positive.

Afin d'estimer le montant de la charge supplémentaire à supporter, GEG a considéré les hypothèses suivantes (voir étude complète en annexe 8.9).

- 150 sondages à réaliser tous les ans soit 2,2 sondages par chantier à 581€ par carottage ;
- Surcoût lié au traitement de l'enrobé : Avec ces éléments, le surcoût est évalué à 3 825 € soit :
 - Surcoût de mise en chantier : 580€ ;
 - Surcoût démolition enrobé : 155€/m² ;
 - Mise à disposition d'une benne : 110€/u ;
 - Traitement : 270€/t.

Le coût annuel des sondages s'établit donc à 88,1 k€ (152 sondages à 581€ l'unité) ce qui s'ajoute à 57,3 k€ pour le traitement des enrobés effectivement amiantés. Le surcoût annuel pour GEG serait donc 145,5 k€.

GEG distingue ensuite :

- Les chantiers réalisés dans le cadre de la distribution d'électricité et ceux réalisés dans le cadre de la distribution de gaz : 60% pour l'électricité et 40% pour le gaz ;
- Pour chacune de ces parties ce qui relève du budget d'investissement et ce qui relève du budget d'exploitation : 50% pour le budget d'investissement et 50% pour le budget d'exploitation.

Ces clés ont été estimées par la direction des réseaux de GEG « à dire d'experts ». GEG n'a pas été en mesure de les justifier arguant que cela obligerait l'ELD à distinguer toutes les charges liées à l'amiante et à les répartir sur l'ensemble des chantiers.

Avec ces clés de répartition, le surcoût de la gestion du risque des enrobés amiantés pour les chantiers réalisés en gaz sur budget d'exploitation est d'environ **30 k€ par an**.

➤ Loi NOTRe et LTECV

GEG indique dans sa demande tarifaire un impact de la loi NOTRe et LTECV sur le poste Services extérieurs lié à l'évolution de la maintenance SI (estimée à 10% de la valeur d'investissement) [Confidentiel] en 2018 et [Confidentiel] en 2019. GEG n'a pas fourni de détail de l'évolution de cette charge à partir de 2020.

Cette charge n'a pas été détaillée par GEG et nous apparaît excessive au vu de la comparaison qui a été effectuée entre les différentes ELD. Nous proposons donc de réduire ce montant de maintenance à **15 k€ / an**.

➤ Entretien des postes de livraison

GEG a intégré les charges d'entretien des postes de livraison dans sa demande tarifaire pour un montant de 7 k€ par an équivalent au montant observé en 2016. Cependant, la délibération de la CRE du 5 janvier 2017 approuve la modification des conditions générales des contrats de raccordement au réseau de transport de GRTgaz et TIGF applicables aux gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel. Les conditions générales modifiées prévoient que TIGF assure à ses frais les opérations ci-dessous :

- Pour les postes de livraison : les adaptations aux évolutions de prévision ou de livraison, le renouvellement, l'exploitation et la maintenance ;
- Pour les branchements : l'exploitation et la maintenance y compris les réparations éventuelles de tronçons du branchement dans le respect de la réglementation.

Nous proposons donc de retirer cette charge de la demande tarifaire de l'ELD.

➤ Campagne d'identification et de remplacements des branchements en fonte grise

Pour rappel, GEG a réalisé lors de la période ATRD4 d'importants travaux en lien avec la campagne d'identification et de remplacement des branchements en fonte grise. Cette campagne exceptionnelle s'est terminée en 2015. Les montants concernés par cette campagne sont les suivants :

- 2013 : 41 k€ ;
- 2014 : 344 k€ ;
- 2015 : 373 k€.

PMP propose de tenir compte du fait que ces charges ne seront pas récurrentes sur la période ATRD5 en construisant la future trajectoire à partir de la moyenne 2013-2015 retraitées de ces charges ponctuelles.

Proposition d'ajustement initiale :

PMP propose de construire la trajectoire du poste **Services extérieurs** à partir de la moyenne 2013-2015 en retranchant les charges liées à la campagne d'identification et de remplacement des branchements en fonte grise, ces opérations n'étant pas récurrentes sur la période ATRD5. Par ailleurs, PMP a ajusté puis intégré les charges liées à la maintenance SI en lien avec les nouvelles obligations (15 k€ / an après ajustement). En cohérence avec les décisions précédentes de la CRE, les charges liées à la gestion du risque amiante n'ont pas été intégrées dans la trajectoire ajustée. La trajectoire ainsi construite par PMP et détaillée ci-dessous génère un ajustement annuel moyen de **195 k€** sur la période ATRD5.

Enfin, les charges d'entretien des postes de livraison ont été retirées pour un montant de **7 k€** annuel.

En k€	2013 R	2014 R	2015 R	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Charges réelles et demande de l'ELD (A)	994	849	856	842	873	905	942	890
Charges liées à la campagne fonte grise	41	344	373					
Moyenne 2013-2015 hors fonte grise puis poursuite de la courbe avec IPC	647			665	674	684	696	680
Prise en compte du risque amiante				0	0	0	0	0
Maintenance SI loi NOTRe et LTECV				15	15	15	16	15
Total calcul PMP (B)				680	689	700	712	695
Ecart (B – A)				-162	-184	-205	-230	-195
Entretien des postes de livraison				-7	-7	-7	-7	-7
Total (C)				673	682	693	704	688
Ecart (C – A)				-169	-191	-213	-238	-202

Réponse de l'ELD :

- Concernant le risque amiante, GEG a fourni des détails sur les normes qui encadrent la gestion du risque et qui sont applicables aux gestionnaires de réseaux (voir annexe 8.11). Par ailleurs, GEG a affiné lors du contradictoire son estimation de la répartition entre d'une part investissement et exploitation et d'autre part électricité et gaz. Cette nouvelle estimation a été réalisée à partir de la répartition des flux 2016. Selon GEG, les coûts d'exploitation engagés sur des chantiers GRDG représentent 16,3% des coûts globaux des chantiers : l'application de cette proportion à l'estimation annuelle du surcoût amiante sur le coût global annuel des sondages et des traitements liés au risque amiante (145,5 k€) amène à affecter 24 k€ de coût d'exploitation amiante au GRDG au lieu des 30 k€ initialement budgétés.

- Concernant l'entretien du réseau, le niveau de ce poste de dépenses est notablement lié à l'âge des équipements et donc au niveau des investissements réalisés sur les réseaux de distribution de gaz. Or le niveau des investissements réalisés ces dernières années et projetés dans les années à venir est modeste en regard du patrimoine concerné. Ce niveau modeste dans les années futures s'explique notamment par la nécessité d'investir davantage dans les comptages avec les comptages communicants. GEG estime donc l'augmentation des charges de maintenance [Confidentiel]. Ce montant correspond au remplacement de vannes de type audco [Confidentiel], au remplacement des bornes mesura (24 k€ par an), à la recherche systématique des fuites (8 k€ par an), au Dispositifs de Protection de Branchements Existants [Confidentiel]. GEG précise que ces charges sont nouvelles par rapport à la période ATRD4. Enfin GEG indique que faute d'avoir les moyens de mener une étude approfondie sur la maintenance curative, celle-ci n'a pas été intégrée dans sa demande tarifaire.

Proposition d'ajustement finale :

- Concernant le risque amiante, PMP maintient son ajustement initial au motif que l'ensemble de ces charges devraient donner lieu à un investissement. Cet ajustement est cohérent avec le traitement dans le tarif ATRD5 de GRDF et proposé également pour les autres ELD.
- Concernant la maintenance du réseau, les éléments mentionnés par GEG n'ayant pas été confirmés par des devis, PMP maintient son ajustement initial et laisse à l'appréciation de la CRE la prise en compte de ces charges supplémentaires.

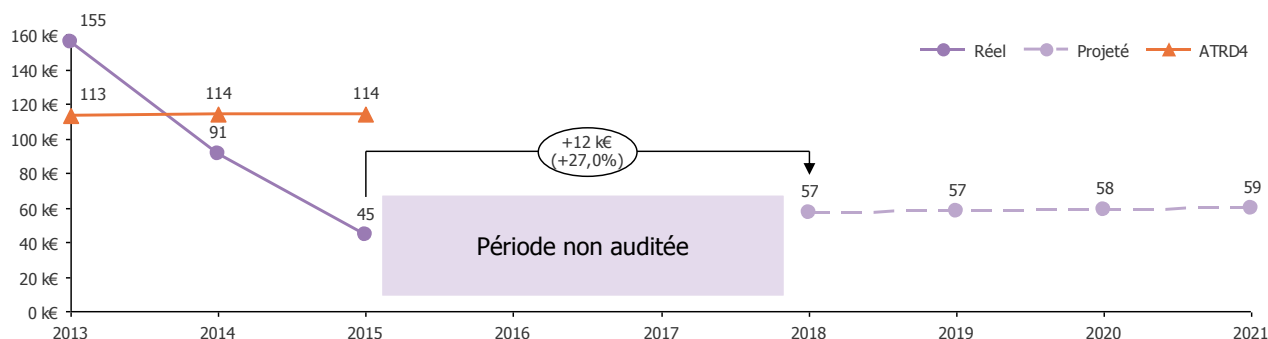
6.4.4 Assurances

Pour rappel, le poste Assurances a fortement décru durant la période ATRD4 :

- 155 k€ en 2013 ;
- 91 k€ en 2014 ;
- 45 k€ en 2015.

GEG a prévu une augmentation de 23% entre 2015 et 2016 et de 2% entre 2016 et 2017 puis a appliqué l'IPC pour tracer la trajectoire jusqu'en 2021. Cette évolution ne paraît pas justifiée au regard de l'évolution constatée sur l'ATRD4.

Evolution des assurances en k€ 2013 - 2021



A noter : GEG a fourni à PMP le 30 mars des éléments demandant une augmentation de la charge d'assurance.

- Cette augmentation est justifiée selon GEG par une mauvaise affectation des charges liées au **risque d'explosion** qui devraient être imputées selon GEG en totalité au GRDG. Le montant de la charge affectée au gaz est de 11 k€ en 2015. A partir de 2016, GEG souhaiterait affecter cette charge à 100% au GRDG soit un montant de 49 k€ (+38 k€).
- De plus, GEG apporte une correction de calcul sur l'une des assurances : selon GEG le montant de la charge **Responsabilité 1ère ligne** qui devrait être calculée à partir du chiffre d'affaires total GEG et non du chiffre d'affaires GRDG.
- Au total, le montant du poste Assurances en 2016 devrait être selon GEG de 79 k€ contre 56 k€ dans la demande tarifaire.

Ces éléments n'ayant pas pu être discutés avec GEG en raison d'une transmission tardive, PMP a choisi de ne pas tenir compte de ces éléments dans sa trajectoire initiale. Ces éléments ont été discutés lors du contradictoire.

Proposition d'ajustement initiale : Afin de prendre en compte la renégociation du contrat, PMP propose de tenir compte de l'année 2015 comme référence et de construire la suite de la trajectoire au moyen de l'IPC. Cette méthode entraîne un ajustement à la baisse de **11 k€** en moyenne par an sur la période ATRD5

Proposition d'ajustement finale :

Concernant les assurances couvrant le risque d'explosion, aucune information complémentaire n'a été fournie par GEG durant la phase de contradictoire (voir envoi en annexe 8.12).

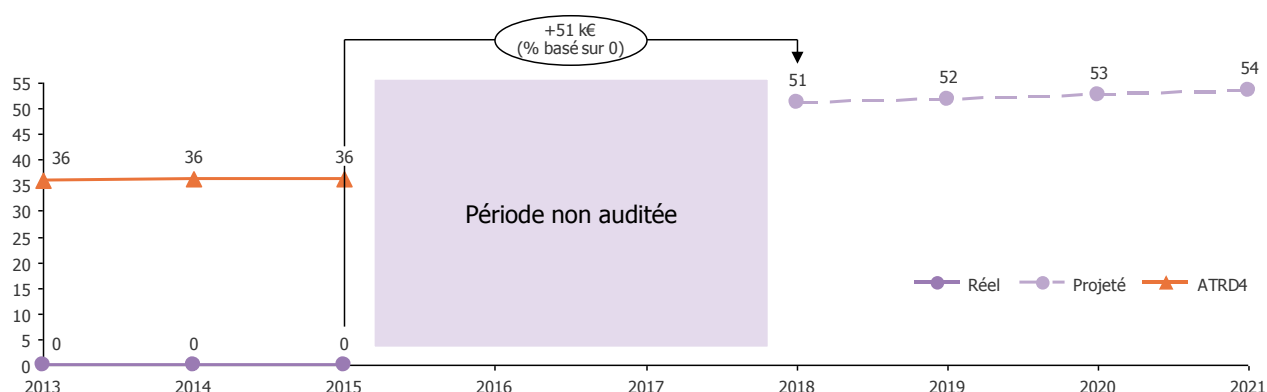
Concernant les assurances Responsabilité civile 1ère ligne, les éléments transmis ne permettent pas de comprendre l'impact sur la trajectoire commerciale à venir

PMP propose de conserver son ajustement initial.

6.4.5 Frais de recherche

Les Frais de recherche augmentent de 51 k€ entre 2015 et 2018 dans la demande tarifaire de GEG.

Evolution des frais de recherche en K€ 2013 - 2021



L'audit a permis de constater que des dépenses de frais de recherche sont à prendre en compte sur le GRD gaz au titre de 2015 contrairement à ce qui est indiqué dans la demande tarifaire de GEG. Ces charges avaient été mal imputées en comptabilité analytique et s'élèvent à 6 786 €. Pour les années précédentes, aucun montant n'a été dépensé au titre des frais de recherche en gaz.

Afin de justifier le budget de 51 k€, l'ELD a indiqué être engagée depuis plusieurs années dans des projets ou des actions visant à promouvoir les usages du gaz et à favoriser l'innovation. Les efforts de R&D prévus ont vocation à soutenir l'usage du gaz, en démontrant notamment sa compatibilité avec la transition énergétique. Deux objectifs sont plus particulièrement visés :

- Le soutien au développement de la méthanisation : une étude d'opportunité a été financée entre 2015 et 2016 sur ce sujet pour un montant de 31 k€ et selon GEG, il est probable qu'il y ait de nouvelles études d'approfondissement sur ce sujet ;
- L'aide à la démonstration de solutions innovantes gaz : pompes à chaleur, solutions hybrides électricité-gaz, mini et micro-cogénérations, piles à combustibles.

GEG a indiqué qu'il n'était pas possible de détailler plus ce poste, qui est fonction des opportunités qui se présenteront sur le territoire.

Proposition d'ajustement initiale : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. De plus, GEG n'a pas pu fournir de détail précis des charges relatives à ces frais de recherche. Dans cette logique, PMP propose un ajustement de la totalité du poste soit **52 k€ / an** en moyenne sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : Les éléments communiqués jusqu'à présent par GEG pouvaient faire croire que les dépenses de R&D prévues dans le cadre de l'ATRD5 étaient constitutives de dépenses de développement des usages et des clients. Ce n'est pas le cas : ces dépenses sont favorables à l'avenir du gaz mais à long terme et non à l'échéance de la période tarifaire de 4 ans.

Les dépenses sont par leurs natures comparables aux dépenses exposées par GRDF au titre de la R&D et qui ont bien été prises en compte dans le tarif ATRD 5 de cet opérateur.

GEG a indiqué les initiatives en matière d'innovation / R&D au niveau territorial qui ont été soutenues dans la période ATRD4 et qui seront soutenues dans la période ATRD5 (voir détail annexe 8.13)

- Méthanation : financement d'études complémentaires pour une fourchette de 50 à 100 k€ sur la période ATRD5
- Nouvelles technologies de production de chaleur à partir de gaz (PAC gaz et chaudières hybrides) : soutien aux solutions innovantes en finançant une partie des surcoûts de solutions de chauffages dans des copropriétés pour une fourchette de 40 à 200 k€ sur 4 ans
- ECOCITE / CITYZEN : financement de la communication autour de l'interface web multi-énergies (dont gaz) mises à disposition des citoyens équipés de compteurs communicants, pour une fourchette de 20 à 100 k€.

Le total de ces projets est estimé entre 110 et 500 k€ sur la période ATRD5 soit entre 28 et 125 k€ par an. GEG maintient sa demande tarifaire qui se situe dans la fourchette basse du budget ci-dessus.

Proposition d'ajustement finale :

- Concernant la méthanisation, une partie des coûts décrits par GEG peuvent être intégrés au titre de la demande tarifaire de l'ELD.
- Concernant le projet de soutien aux nouvelles technologies, les dépenses envisagées par GEG s'apparentent à des aides au développement du gaz selon PMP. Elles n'ont pas donc pas vocation à être intégrées dans ce poste de charge.
- PMP rappelle que cette demande tarifaire est hors projet compteurs communicants. Le 3^e projet mentionné n'est donc pas à prendre en compte. Le projet ECOCITE / CITYZEN qui s'apparente par ailleurs à des dépenses de développement ne nous paraissent donc pas à retenir dans la trajectoire de coûts.

Au global, au regard du report de charges observé sur ce poste lors de la période ATRD4 et de la nature des charges décrites par l'ELD, PMP propose d'intégrer un budget annuel de 15 k€ au titre de la méthanisation. Ceci revient à un ajustement annuel moyen de **-37 k€**.

6.4.6 Prestations externes

Les prestations externes augmentent de 77 k€ selon la demande tarifaire entre 2015 et 2018 et de 73 k€ si on tient compte de l'effet inflation. [Confidentiel]

L'augmentation de ce poste est justifiée selon GEG par la séparation juridique. GEG budgétise un montant de 135 k€ de personnel intérimaire en 2017 et de **105 k€** en 2018. Le détail ci-dessous a été communiqué à PMP :

- 1 RH ;
 - 1 communication ;
 - 1 comptabilité ;
 - 0,5 achats approvisionnement ;
 - 1 MOA projet ayant pour rôle de piloter l'ensemble des évolutions du SI (logiciel de paie, logiciel de gestion des temps).
- L'estimation du budget pour 2017 de ces prestations a été faite avec le calcul suivant : $4,5 \text{ ETP} \times 60 \text{ k€} \times 50\%$ (part affectée au GRDG) = 135 k€ ;
- GEG a indiqué que l'ensemble du déroulé du projet et des moyens associés a été présenté à la CRE le 25/11/2016.

Les différents besoins ont été précisés par GEG et figurent en annexe.

- Cette augmentation du poste Personnel intérimaire est en partie compensée selon GEG, par une diminution du poste Personnel détaché (33 k€ en 2015) avec la fin du contrat du DG de GEG qui était auparavant détaché.

Proposition d'ajustement initiale : Les charges supplémentaires générées par la séparation juridique ont été imputées à 50% sur le GRDG. Pour rappel, la séparation juridique est rendue obligatoire du fait de l'activité électricité qui a dépassé le seuil des 100 000 clients. Cette charge ne nous semble donc pas devoir être imputée au service gaz. Ceci génère donc un ajustement à la baisse de 105 k€ en 2018 soit **26 k€** par an en moyenne sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD :

D'une façon générale sur la question de la prise en compte des charges imposées par la séparation juridique GEG conteste la logique suivie par PMP qui conduirait à faire peser l'ensemble des charges à l'activité électricité. L'ELD a indiqué que :

- Le foisonnement entre activités gaz et électricité a profité à l'activité gaz
- La solution d'une filialisation qui a été choisie par GEG est celle qui présente le moindre impact économique au global et sur le GRDG
- Il serait dissymétrique et injustifié qu'un facteur d'origine externe à l'activité de GRD gaz défavorable aux charges de cette activité, soit traité de façon différente des autres facteurs externes
- L'intégration de la totalité des charges sur l'activité électricité reviendrait une subvention croisée.

Proposition d'ajustement finale : Les nouveaux éléments fournis par l'ELD ne remettent pas en cause les ajustements que nous préconisons. De ce fait, PMP maintient son ajustement.

6.4.7 Dépenses de communication

Le détail de cette charge pour l'année 2015 est indiqué ci-dessous : [Confidentiel]

Le budget ATRD5 pour le poste Dépenses de communications comprend :

- Des charges constantes : GEG a projeté les dépenses de communication en tenant compte du réalisé 2015 grâce à l'IPC ;
- Des charges spécifiques à la séparation juridique : Des dépenses de communication liées à la séparation juridique ont été budgétées pour un montant de **23 k€** en 2017 et 2018. Les charges correspondent sur ce poste notamment à la conception de la nouvelle identité visuelle du groupe, la déclinaison de marque que ce soit sur les bâtiments, vêtements, papeteries, etc. GEG a recueilli le retour d'expérience des ELD Sorégies, Electricité de Strasbourg et UEM Metz suite à leur séparation juridique. A partir des informations fournies par ces ELD, GEG a estimé les charges supplémentaires à retenir dans le cadre de sa future réorganisation.

Proposition d'ajustement initiale :

En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de 12 k€ par an sur la période ATRD5.

Par ailleurs, les dépenses supplémentaires liées à la séparation juridique ont été retraitées, cette séparation étant rendue obligatoire par le dépassement du seuil de 100 000 consommateurs sur l'activité électricité. Ceci génère un ajustement de 23 k€ en 2018 soit 6 k€ en moyenne par an.

Réponse de l'ELD :

- Concernant les charges de communication constantes de 12 k€, elles correspondent à des dépenses de communication générale de la société GEG dont une partie est affectée par clé de répartition à l'activité GRD gaz. Ces dépenses correspondent principalement à des manifestations (notamment des manifestations locales dans lesquelles sont représentés l'ensemble des gestionnaires de réseau) et à du sponsoring ; elles contribuent à la notoriété de l'entreprise et non au développement des usages ou des clients du GRD gaz.

- Concernant les charges de communication liées à la séparation juridique, L'ELD a indiqué qu'elle était en désaccord avec le traitement qui était fait des coûts liés à la séparation juridique (voir éléments de réponse apportés au 6.4.6).

Proposition d'ajustement finale :

- Concernant les charges de communication constantes, la description qui a été donnée par GEG lors du contradictoire ne semble pas conforme aux intitulés de sous-postes de cette charge. Par ailleurs, la notoriété de l'entreprise n'est qu'un moyen dans le but de développer l'usage du gaz. Si tel n'est pas le cas, la recherche de la notoriété en tant que telle ne nous semble pas devoir être couverte par le consommateur. PMP maintient donc son ajustement initial.
- PMP maintient sa position sur la répartition des coûts liés à la séparation juridique

6.4.8 Aides commerciales

Pour rappel, en 2015, GEG a dépensé 5 k€ d'aides commerciales contre 200 k€ couverts par le tarif ATRD4.

Pour la période ATRD5, GEG a indiqué avoir construit le potentiel d'aide en se basant sur un calcul intégrant la consommation d'énergie et le coût du raccordement (dans le cas d'installations nouvelles ou en conversion d'énergie). Le niveau d'aide proposé dépend du niveau de risque ou d'opportunité que le gaz soit reconduit ou choisi au détriment d'une autre énergie. [Confidentiel] [Confidentiel] Après 2018, GEG estime que les efforts pour fidéliser et développer le gaz seront plus difficiles à mener d'où une baisse du budget passant à 20 k€ / an.

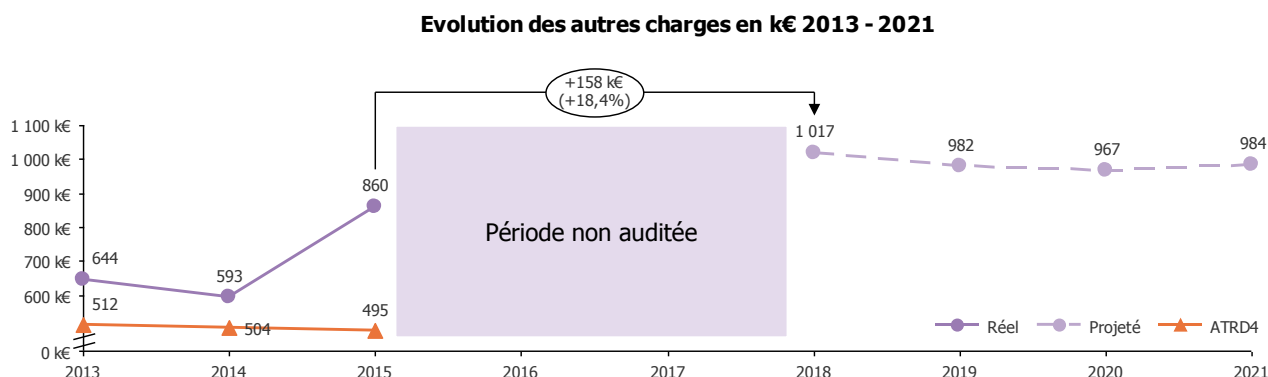
Proposition d'ajustement initiale : En cohérence avec la décision de la CRE pour le tarif ATRD5 de GRDF, les dépenses visant à développer le nombre de consommateurs raccordés ne sont plus dans les charges d'exploitation. Elles font l'objet d'un mécanisme d'incitation spécifique, hors charges d'exploitation. Ceci génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **36 k€** par an sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : GEG réitère sa demande que le dispositif concernant les aides commerciales ne fasse pas l'objet d'une régulation incitative à l'image de celle qui a été mise en place pour GRDF. En effet un tel dispositif par sa complexité ne serait adapté ni à la taille de notre ELD, ni aux enjeux financiers associés.

Proposition d'ajustement finale : PMP maintient son ajustement initial. Les modalités de la mise en œuvre d'un mécanisme incitatif seront discutées ultérieurement avec la CRE.

6.4.9 Autres charges

Les Autres charges augmentent de 158 k€ entre 2015 et 2018 et de 136 k€ si on tient compte de l'effet inflation.



La décomposition de la charge a été fournie par GEG jusqu'en 2019 en euro constants.

En k€ constants	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P
Documentation	[Confidentiel]						
Honoraires							
Transports							
Déplacements - missions réceptions							
Frais postaux et télécom							
Services bancaires et assimilés							
Frais divers (recrutement...)							
<i>Dont Autres services extérieurs (yc relève)</i>							
<i>Dont Cotisations diverses</i>							
<i>Dont Déplacements prestataires</i>							
<i>Dont Déplacements prestataires GEG SE</i>							
<i>Dont Frais de recrutement</i>							
<i>Dont Redevances pour services rendus</i>							
Autres charges de gestion courante – impayés acheminement							
Total	644	593	860	923	1089	994	946

- [Confidentiel] **Frais de recrutement** : des charges de recrutement sont comptabilisées dans la demande tarifaire de GEG sur la période ATRD5. Or l'effectif du GRD reste stable à partir de 2019 ce qui devrait justifier une diminution de la charge selon PMP.
- **Séparation juridique** : [Confidentiel]

En €		2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
RH	[Confidentiel]							
Conduite du changement								
Communication								
Juridique								
Comptabilité								
TOTAL								

Pour rappel, la séparation juridique est rendue obligatoire par le dépassement du seuil de 100 000 consommateurs sur l'activité gaz. PMP propose donc d'exclure totalement cette charge de la demande tarifaire de l'ELD. PMP propose toutefois d'intégrer les charges de CAC à hauteur de 10% soit la quote-part du CA GRDG au sein du groupe GEG.

- Le poste **Frais divers** augmente de **22 k€** entre 2015 et 2018. GEG a justifié cette augmentation par l'externalisation de la relève qui se poursuit entre 2015 et 2016 (84 k€ en 2015). La charge est ensuite stable sur le restant de la période ATRD5. Sur ce point, PMP a interrogé GEG sur les impacts qu'aurait la baisse du nombre de consommateurs (-11,8% entre 2015 et 2021) sur ses projections de charges de relève. GEG a indiqué effectuer des relèves mixtes gaz et électricité. La baisse du nombre de consommateurs du GRDG impacte peu la charge liée au GRD selon GEG. GEG a indiqué qu'il s'agissait d'une imprécision mais qui n'avait qu'un impact minime sur les comptes du GRDG.

PMP propose d'ajuster cette charge en tenant compte de la diminution du nombre de consommateurs sur l'activité gaz.

- Audit CRE** : Un montant de **30 k€** est budgété en 2019 au titre de l'audit CRE. PMP n'a pas d'ajustement à proposer sur ce poste.
- Impayés d'acheminement** : La charge liée aux impayés d'acheminement a été intégrée et correspondant à la rubrique **Autres charges de gestion courante**. GEG a prévu une augmentation annuelle de 2%. La trajectoire prévue par GEG est indiquée ci-dessous. Lors de l'élaboration du tarif ATRD5 de GRDF, le montant des créances irrécouvrables qui ont été intégrées dans les charges à couvrir correspondait à 0,9% du revenu autorisé. L'application d'un calcul similaire pour GEG entraînerait un ajustement annuel moyen à la hausse de **24 k€** sur la période ATRD5.

k€ courants	2018 P	2019 P	2020	2021	Moyenne 2018- 2021
CCN	3 401	3 327	3 299	3 300	3 331
OPEX ajustés	6 332	6 457	6 443	6 502	6 434
Demande de l'ELD en impayés acheminements (A)	108	110	112	114	111
OPEX ajustés – Demande de l'ELD en impayés acheminements	6 224	6 347	6 331	6 388	6 322
Total des charges à couvrir hors impayés acheminements	9 625	9 673	9 630	9 687	9 654
Calcul impayés PMP (B)	87	87	87	87	87
Ecart (B-A)	-21	-23	-26	-27	-24

Proposition d'ajustement initiale :

Les charges d'aide à la transformation relatives au plan de performance qui a été réalisé jusqu'en 2015 n'ont pas vocation à être prolongées sur la période ATRD5. PMP propose de les retirer du montant de référence ayant servi de base à la construction de la trajectoire de l'ATRD5 ce qui a un impact à la baisse de **8 k€ / an** sur la période ATRD5.

De la même façon, les frais de recrutement ont été projetés à l'identique à partir du réalisé 2015. S'il y a bien des recrutements prévus en 2018, l'effectif du GRD reste stable à partir de 2019. PMP propose un ajustement à la baisse à hauteur de **13 k€** en moyenne par an sur la période ATRD5.

Par ailleurs, les charges liées à la séparation juridique sont à retraiter pour tenir compte du fait que cette séparation juridique est imposée en raison du nombre de clients de l'activité électricité. Au regard du détail fourni par GEG, seules les charges de commissaires aux comptes nous semblent pouvoir être retenues au titre des charges à couvrir par l'ATRD5. Ces charges ont été intégrées par PMP à hauteur de 10% (soit la quote-part de chiffre d'affaires du GRDG au sein du groupe GEG). Ceci entraîne un ajustement à la baisse de 104 k€ en 2018 puis 24 k€ en 2019 et 2020 soit un total de **152 k€** et **38 k€** par an en moyenne.

Le nombre de PDL Gaz est déclinant sur la période ATRD5 : -11,8%. PMP propose de corriger la charge affectée à la relève pour tenir compte de cette baisse. Ceci génère un ajustement à la baisse de **9 k€** par an sur la période ATRD5.

Sans considérer la relève (18 k€ en 2014 et 84 k€ en 2015), le poste Autres services extérieurs est en forte augmentation entre 2013 et 2015 (+29%). Il est proposé de tenir compte de la moyenne de la période ATRD4 pour budgéter la charge à venir sur l'ATRD5. Ceci génère un ajustement à la baisse de **37 k€** par an en moyenne.

Concernant les impayés acheminement, l'application de la méthode retenue lors de l'élaboration de l'ATRD5 de GRDF conduirait à un ajustement annuel moyen à la baisse de **24 k€** sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD :

L'ELD a indiqué qu'elle était en désaccord avec le traitement qui était fait des coûts liés à la séparation juridique (voir éléments de réponse apportés au 6.4.6)

Sur les frais de recrutement : si l'effectif reste stable, dans les faits et vu l'âge moyen de la population du GRD, des départs en retraite sont remplacés par des entrées ce qui génère des coûts de recrutement (le fort taux de GVT négatif traduit cette proportion d'effectif partant à la retraite remplacée par de nouvelles entrées). GEG maintient donc sa demande d'intégrer les frais de recrutement aux projections.

Sur les impayés acheminement, dans la mesure où ils sont dans le CRCP, le retraitement proposé n'amène pas de remarque particulière de la part de GEG.

Proposition d'ajustement initiale :

Concernant les charges de séparation juridique, PMP maintient sa position.

Concernant les frais de recrutement, PMP tient compte de la remarque de GEG et réintègre les frais de recrutement à la trajectoire de coûts. L'ajustement correspondant est donc supprimé.

6.4.10 Rémunération brute et charges sociales

Dans sa demande tarifaire, GEG prévoit que les charges de rémunération brute et charges sociales augmenteront de 686 k€ entre 2015 et 2018. [Confidentiel]

Afin de construire sa projection de rémunération brute, GEG a considéré les hypothèse d'évolution du salaire moyen ci-dessous. La prise en compte de ces hypothèses permet d'expliquer une évolution des charges de rémunération à ETP constant de **+289 k€**.

Augmentation en %	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
Salaire national de base	[Confidentiel]					
GVT Positif						
GVT Négatif						
Total						

Concernant la valeur du salaire national de base (SNB), le réalisé 2016 était de 0,2%. En 2017, nous relevons par ailleurs qu'un gel de cet indice d'évolution salariale dans les industries électriques et gazières (IEG) a été annoncé le 12 décembre 2016 par les employeurs de la branche. Dans ce cadre, les organisations syndicales ont demandé l'ouverture de négociations au cours du 1er trimestre 2017. A notre connaissance aucune nouvelle annonce des employeurs de la branche n'est intervenue à ce jour. En cohérence avec l'annonce du 12 décembre 2016 des employeurs de la branche des IEG, nous proposons de reconduire à ce stade, pour 2017, la valeur de l'indice SNB constatée en 2016 (soit 0,2%). Si de nouvelles décisions concernant l'évolution du SNB pour 2017 venaient à être prises par les parties prenantes de la branche IEG, cet ajustement pourrait être revu en conséquence.

Par ailleurs, en comparaison des autres ELD, l'effet GVT positif évalué [Confidentiel]

Proposition d'ajustement initiale :

En tenant compte de l'augmentation constatée du SNB en 2016 (+0,2%) à la fois en 2016 et en 2017 (année pour laquelle les négociations sont toujours en cours), l'ajustement annuel moyen à la baisse serait de **39 k€** par an sur la période ATRD5.

Par ailleurs, en effectuant le calcul d'évolution des salaires avec un effet GVT positif [Confidentiel] cela génère un ajustement annuel moyen à la baisse de **61 k€** par an.

Réponse de l'ELD :

GEG souhaite souligner que le GVT négatif pris en compte dans la demande tarifaire de GEG (qui s'applique à la même assiette que le GVT positif) est [Confidentiel]. L'impact net sur la masse salariale du GVT est donc de +1,4% / an.

La moyenne des GVT positifs appliquée à GEG depuis 2009 est [Confidentiel] (voir annexe 8.15). GEG a par ailleurs fourni les accords d'avancement 2015, 2016 et 2017 et expliqué lors d'un échange oral avec PMP que ces accords étaient en effet plus favorables chez GEG. GEG maintient donc sa demande d'application d'un GVT positif [Confidentiel]

Proposition d'ajustement finale :

Concernant le GVT négatif nous pensons qu'il n'y a pas de lien direct entre GVT négatif et GVT positif. Comme indiqué dans la demande tarifaire de GEG :

- Le GVT positif reflète la hausse du salaire moyen liée uniquement à l'avancement du personnel et à la grille salariale des IEG. Il est calculé à périmètre constant.
- Le GVT négatif reflète les gains dégagés suite aux départs de salariés et à leurs remplacements. Il est calculé à partir des salaires des sortants et des entrants.

Par ailleurs, concernant les valeurs de GVT négatifs pris en compte par les différentes ELD, nous avons tenu compte des cas spécifiques selon les pyramides des âges. Il ne nous semble donc pas cohérent d'opérer une uniformisation selon la moyenne de ceux-ci.

Pour ces raisons, PMP conserve son ajustement initial.

Au-delà de l'augmentation du salaire moyen, GEG a tenu compte des évolutions des effectifs ci-dessous :

ETP	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P
Total GRD Gaz	[Confidentiel]						
ETP induits par la séparation juridique							
ETP lié à loi NOTRe et LTECV							
ETP liés à fin TRV							
ETP départs en retraite							
DG							
DAF							
DPRS							
DC M&S							
DSI							
Total évolution							

Analyse des augmentations d'ETP demandées :

- **+2 ETP** liés au renforcement des fonctions support dans le cadre de la séparation juridique. PMP considère que la séparation juridique peut être conduite sans doublonnage des postes et que le risque d'un éventuel défoisonnement peut se traduire par une charge temporaire absorbable par les effectifs actuels ;
- **+1 ETP** lié aux nouvelles réglementations, **loi NOTRe et LTECV** (voir annexe 0) [Confidentiel]. GEG a justifié ce besoin supplémentaire par les éléments suivants :
 - prévision pluriannuelle de la consommation : Jusqu'à présent GEG ne procédait à une prévision pluriannuelle de consommation de gaz qu'à l'occasion des nouveaux tarifs ATRD une fois tous les 4 ans. Or l'article L141-10 du code de l'énergie indique que les bilans prévisionnels doivent être établis au moins tous les deux ans. D'autre part, GEG a indiqué qu'il était « très probable que cet établissement dorénavant obligatoire s'accompagne de dispositions d'élaboration beaucoup plus complètes et détaillées que ses pratiques actuelles limitées au strict besoin tarifaire » ;

- Evolution du compte-rendu annuel de concession : Certaines obligations du décret 2016-495 transcrites aux articles D. 2224-48 à D. 2224-52 du code de l'énergie introduisent des nouveautés par rapport au CRAC réalisés aujourd'hui. Notamment doivent être intégrés un inventaire détaillé établi ouvrage par ouvrage et la valeur réévaluée des ouvrages selon les principes de fixation des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel ;
- Par ailleurs un arrêté doit préciser de nombreux points (cf. les 6 champs de précisions que cet arrêté doit traiter mentionnés à l'article D. 2224-51) ce qui conduira à de nouvelles informations à fournir ;
- Enfin l'article D. 2224-52 mentionne : « L'autorité concédante peut demander à l'organisme de distribution de gaz naturel de lui fournir toute information d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique nécessaire à l'exercice du contrôle mentionné à l'article L. 2224-31.» ce qui pourrait conduire GEG à répondre ces demandes sans pouvoir s'y opposer.

PMP n'a pas d'ajustement à proposer sur ce poste, la charge demandée étant cohérente au regard du nombre de PDL de GEG en comparaison des autres ELD.

- **+2 ETP** liés à la gestion de la clientèle du fait de la **fin des tarifs réglementés** gaz (voir annexe fournie par GEG).

Cette augmentation a été justifiée par GEG par :

- Une forte hausse attendue de la pénétration des offres de marché, illustrée par les prévisions suivantes fournies par GEG :

	2013 R	2014 R	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018- 2021
Taux de sites en offres de marché en fin d'année	[Confidentiel]									

- Un accroissement des opérations de gestion client lié à ce développement des offres de marché (par exemple changements de fournisseurs accrus) ;
- A des processus de gestion beaucoup plus lourds que le fonctionnement intégré historique en tarifs réglementés de vente ;
- A des évolutions SI destinées à développer les automatisations et limiter ainsi les interventions des gestionnaires.

Avec ces hypothèses la demande de GEG en ETP est de + 1 en 2017, +1 en 2018 (soit +2 au total), puis -1 en 2020 avec une hypothèse de SI fortement améliorée et des gains de productivité.

- Autres évolutions prévues par l'ELD :

- Des variations de postes des fonctions supports qui avaient été prévues en 2016 ;
- -1,5 ETP en raison des départs en retraite non remplacés.

Proposition d'ajustement initiale :

PMP considère que la séparation juridique peut être conduite sans doublonnage des postes et que le risque d'un éventuel défoisonnement peut se traduire par une charge temporaire absorbable par les effectifs actuels : ajustement moyen à la baisse **de 149 k€/an**.

De la même façon, PMP considère que les 2 ETP liés à la gestion de la clientèle du fait de la fin des tarifs réglementés gaz ne sont pas justifiés, la charge n'étant pas nouvelle pour l'ELD. Par ailleurs, la charge de relation clients est principalement portée par le fournisseur. Leur suppression génère un ajustement à la baisse de **111 k€** en moyenne par an de rémunération brute et de charges sociales sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD :

- Concernant la séparation juridique, l'ELD a indiqué qu'elle était en désaccord avec le traitement qui était fait des coûts liés (voir éléments de réponse apportés au 6.4.6). Par ailleurs, depuis la rédaction du dossier de demande tarifaire ATRD5, GEG a affiné sa projection d'impact sur l'emploi de la séparation juridique et souhaiterait intégrer à sa demande un ETP supplémentaire [Confidentiel] Concernant les ETP liés à la gestion de la clientèle du fait de la fin des tarifs réglementés gaz, GEG rappelle que la chronique d'ouverture des marchés correspond à une hypothèse avec une probabilité moyenne. De plus, cette ouverture entraînera des coûts supplémentaires pour gérer les bascules ainsi que la gestion courante, plus lourde que celle des clients en TRV. L'ensemble de la réponse apportée par GEG qui complète les éléments fournis durant l'audit sont consultables en annexe 8.16)

Proposition d'ajustement finale :

- Concernant l'ETP supplémentaire demandé au titre la séparation juridique, celui-ci n'a pas été budgété à ce jour par l'ELD. De plus, PMP maintient sa position : la séparation juridique peut être conduite sans doublonnage des postes et que le risque d'un éventuel défoisonnement peut se traduire par une charge temporaire absorbable par les effectifs actuels
- Concernant les ETP liés à la gestion de la clientèle du fait de la fin des tarifs réglementés gaz, PMP maintient son ajustement initial.

6.4.11 Autres charges de personnel

Comme indiqué précédemment, la demande tarifaire de GEG contient deux erreurs d'imputation sur l'année 2015 :

- Le montant du CICE n'avait pas été pris en compte dans le fichier envoyé à la CRE ce qui surestimait la charge 2015 de 61 k€ ;
- De plus, le montant de la demande tarifaire sur le poste charges sociales devrait être de 1 669 € au lieu de 1 587 €, soit une sous-estimation de charges de 82 k€.

Une nouvelle estimation des charges de personnel a été transmise par GEG pour tenir compte de ces évolutions :

	2015 R	2016 P	2017 P	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Charges sociales (645xxx) : valeur initiale	[Confidentiel]							
Charges sociales (645xxx) : valeur corrigée								
Ecart : erreur d'imputation								
Autres charges sociales : valeur initiale								
Autres charges sociales : valeur corrigée								
Ecart : CICE								
Ecart total	20 782	37 103	38 638	38 869	38 012	36 178	34 889	36 987

Le total de l'ajustement est de **148 k€** sur 2018-2021 soit **37 k€** en moyenne par an.

Proposition d'ajustement initiale : La correction de la trajectoire des Autres charges de personnel entraîne un ajustement à la hausse de **37 k€** par an en moyenne

6.4.12 Taxes assises sur les salaires

Afin de prendre en compte les ajustements sur les charges de personnel qui ont été mentionnés au paragraphe 0, nous avons recalculé le montant des **taxes assises sur les salaires**. Ce calcul a été effectué en tenant compte du ratio moyen 2013-2015 de taxes assises sur les salaires sur la rémunération brute et les charges sociales. Le ratio est d'environ 3% sur la période ATRD4.

L'application d'un tel ratio entraîne des variations sur le poste : -2 k€ en moyenne sur la période ATRD5.

En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018 - 2021
Taxes assises sur les salaires ELD	[Confidentiel]				
Trajectoire de charge de personnel ajustée					
Taxes assises sur les salaires calcul PMP					
Ecart	0	-2	-2	-5	-2

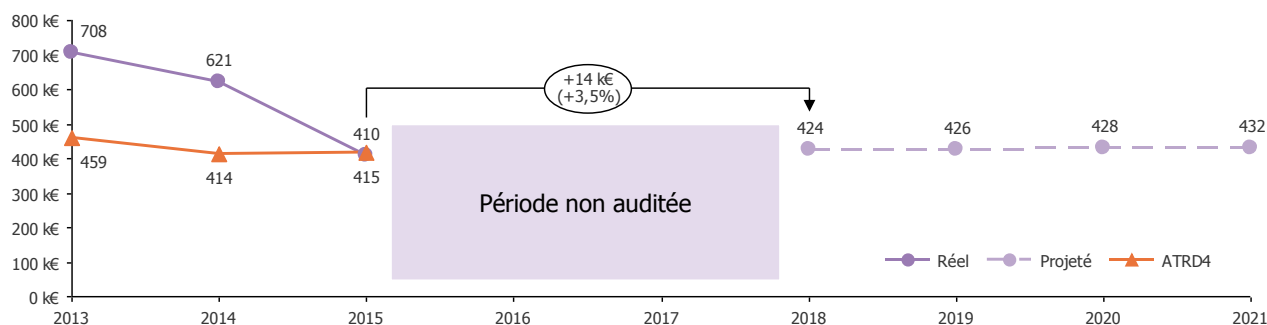
Proposition d'ajustement initiale : La prise en compte de la trajectoire de charges de personnel ajustée génère un ajustement sur le poste Taxes assises sur les salaires. Cet ajustement est d'environ **-2 k€** par an sur la période ATRD5.

Réponse de l'ELD : GEG n'a pas de remarque sur ce poste

6.4.13 Autres recettes extra tarifaires

Le poste « Autres recettes extra-tarifaires » augmente de 14 k€ entre 2015 et 2018 et diminue de 299 k€ entre 2013 et 2015.

Evolution des Autres recettes extra-tarifaires en k€ 2013 - 2021



Pour rappel (voir 0), le poste Autres recettes extra-tarifaires s'est décomposé de la façon suivante entre 2013 et 2015. [Confidentiel]

La forte évolution du poste a été expliquée par GEG à la fois par des erreurs d'imputation sur l'année 2013 (non chiffrées) et par la variabilité de la demande notamment en ce qui concerne les travaux pour tiers.

Faute de chiffrage précis en ce qui concerne les erreurs de l'année 2013, PMP propose d'ajuster la trajectoire en prenant en compte la moyenne 2013-2015 et en appliquant l'IPC. Le tableau ci-dessous illustre les évolutions entre les deux trajectoires :

En €	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Demande tarifaire GEG	423 932	425 954	428 479	431 839	427 551
Projection à partir de la moyenne 2013-2015 puis application de l'IPC	595 634	603 973	613 117	623 577	609 075
Ecart	171 702	178 019	184 638	191 738	181 524

Proposition d'ajustement initiale : La correction de la trajectoire des Autres recettes extra-tarifaires, en utilisant la moyenne 2013-2015 puis en appliquant l'IPC, entraîne un ajustement à la hausse de **182 k€** par an en moyenne.

Réponse de l'ELD :

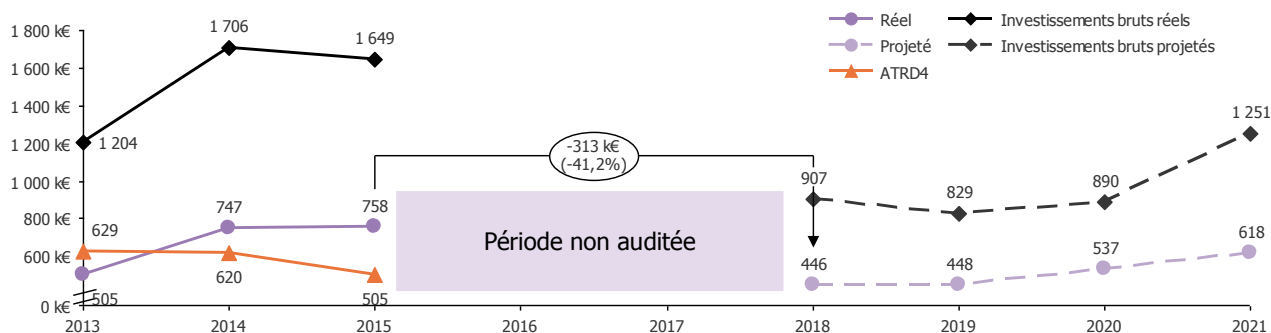
L'année 2013 n'est pas représentative du niveau « normal » de facturation de prestations catalogue et ne peut être prise en compte dans le calcul d'une moyenne de référence du niveau de recettes. Pour illustrer ce fait, GEG a fourni la chronique des recettes depuis 2010 (voir annexe 8.17).

Proposition d'ajustement initiale : PMP tient compte de la remarque de GEG et propose de calculer la trajectoire ATRD5 à partir de la moyenne 2014-2015. Ceci conduirait à un ajustement de **-114 k€** par an en moyenne (hausse des recettes)

6.4.14 Production immobilisée

La production immobilisée diminue de 313 k€ entre 2015 et 2018 et de 332 k€ si on tient compte de l'effet inflation.

Evolution de la production immobilisée en k€ 2013 - 2021



Remarque : GEG a indiqué avoir construit la trajectoire de production immobilisée en tenant compte des investissements de son projet industriel qui intègre les investissements liés aux anciens compteurs. A contrario, le dossier de demande tarifaire ne prend pas en compte les investissements pour les anciens compteurs, considérant à la demande de la CRE que l'impact des compteurs communicants sur l'ATRD5 fait l'objet d'une analyse séparée et d'un impact sur l'ATRD spécifique.

Dans une logique de cohérence, les investissements relatifs aux anciens compteurs doivent être réintégrés à la demande tarifaire de GEG. Ceci n'a pas d'impact sur le compte de résultat.

Afin de construire sa projection de production immobilisée, GEG a adopté la méthode suivante (un fichier de calcul détaillé a été fourni à PMP) :

- Les quotes-parts de sorties matériel, frais d'études, frais généraux, main d'œuvre constitutives des investissements sont répertoriées par typologie de projet dans une base dédiée puis appliquées aux montants prévus en investissements bruts prévisionnels ;
- Les factures fournisseurs étant directement comptabilisées en immobilisations, elles ne sont pas neutralisées en productions d'immobilisations (elles ne transitent pas par le compte de résultat).

La répartition par type de projet qui a été appliquée est donnée ci-dessous :

TYPE D'INVESTISSEMENTS	% observés à partir de l'analyse du réalisé par type de projet						TOTAL
	Factures fournisseurs	Sorties mag	Frais d'études	Frais généraux	Frais véhicules	Main d'Œuvre	
COMPTAGES	0%	91%	0%	9%	0%	0%	100%
RACCORDEMENTS	62%	9%	11%	8%	0%	10%	100%
CONDUITES MONTANTES	76%	0%	0%	9%	0%	15%	100%
MATERIEL DIVERS	91%	0%	0%	9%	0%	0%	100%
RENOUVELLEMENT RESEAUX VETUSTES	62%	9%	11%	8%	0%	10%	100%
RENOVATION DE BRANCHEMENTS	62%	9%	11%	8%	0%	10%	100%
RENOVATION DE POSTES MP/BP	76%	0%	0%	9%	0%	15%	100%
EQUIPEMENTS DE RESEAUX	62%	9%	11%	8%	0%	10%	100%
DEVELOPPEMENT & SECURISATION DU RESEAU	60%	4%	11%	8%	0%	17%	100%

L'analyse du fichier effectuée par PMP a révélé des erreurs de calcul. Après correction, les écarts sont les suivants et génèrent une augmentation de la production immobilisée de 300 k€ au total sur la période ATRD5 et **75 k€** en moyenne par an.

En k€	2018 P	2019 P	2020 P	2021 P	Moyenne 2018-2021
Production immobilisée version initiale	446	448	537	618	512,3
Production immobilisée version corrigée	557	532	537	723	587,3
Ecart	111	84	0	105	75

Toutefois, l'analyse de ce fichier a également révélé des écarts entre le montant des investissements ayant servi au calcul de la production immobilisée et celui contenu dans la demande tarifaire. GEG apportera les corrections nécessaires lors de l'actualisation de ses données.

Proposition d'ajustement initiale : Le montant corrigé de la production immobilisée entraîne un ajustement à la baisse (augmentation de la production immobilisée) de 300 k€ sur la période ATRD5 soit **75 k€** par an en moyenne.

Réponse de l'ELD : GEG n'a pas de remarque sur ce poste

7. Principes de dissociation comptable

La dissociation des coûts de GEG s'articule autour de trois axes analytiques :

- L'activité : elle correspond à la nature du coût ;
- La section du responsable de flux : elle identifie la ligne de services concernée par le coût (direction commerciale, direction des réseaux...) ;
- La base de répartition : elle correspond à l'identification de la méthode d'affectation des coûts retenus pour ce type de dépenses (pourcentage du chiffre d'affaires, effectifs...).

Un plan de compte a été établi et associe les comptes comptables à chaque activité.

Lorsque le coût est directement affectable, le code activité assure l'imputation de manière directe et automatique à chacun des centres de coûts (CRDG, GRDE, fourniture gaz, fourniture électricité...).

Lorsque le coût n'est pas directement rattachable via le code activité, une clé de répartition pertinente entre les centres de coûts est appliquée.

GEG a fourni à PMP une table de passage permettant d'identifier les différents axes analytiques utilisées ainsi que la répartition des charges effectuée.

Un détail des clés a par ailleurs été fourni qui n'appelle pas de commentaire de notre part.

8. Annexes

8.1 Demande tarifaire de l'ELD

[Confidentiel]

8.2 Tableau récapitulatif des ajustements

[Confidentiel]

8.3 Impact de l'externalisation de la relève sur les charges de personnel

[Confidentiel]

8.4 Détail des autres recettes extra-tarifaires

[Confidentiel]

8.5 Détail des travaux pour tiers fourni par GEG

[Confidentiel]

8.6 Détail plan de performance

[Confidentiel]

8.7 Obligations de la loi NOTRe et de la LTECV

Obligations appliquées sur la période ATRD4

Chaque année les GRD doivent produire un Compte Rendu Annuel de Concession (CRAC) auprès de leur(s) autorité(s) concédante(s).

Dans le modèle de cahier des charges de contrat de concession rédigé par la FNCCR, les éléments à produire par le GRD sont précisés au § VIII². Il doit en particulier inclure :

- Le rapport général : présentant les principaux résultats et les perspectives d'évolutions ;
- Le rapport financier : détaillant les recettes et les dépenses ;
- Le rapport sur la qualité : rapportant tous les incidents et les actions préventives Le rapport sur les travaux réalisés : listant les travaux, les dépenses et leur rentabilité ;
- Le rapport sur le patrimoine : détaillant le réseau et sa valeur ;
- La liste des opérations de déclassement effectuées sur le réseau ;
- Les prévisions du concessionnaire en termes d'extension, de renouvellement, de maintenance, de sécurité etc. ;
- L'état des règlements financiers entre l'autorité concédante et éventuellement ses communes adhérentes et le concessionnaire ;
- La liste des immeubles mis à disposition par l'autorité concédante ;
- La liste des raccordements au réseau des installations de production de bio-méthane.

Obligations considérées sur la période ATRD5

La loi applicable est la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (loi LTE) qui introduit de nouvelles obligations pour les distributeurs de gaz qui n'existaient pas auparavant. Cette loi est entrée en vigueur le 19 août 2015.

La loi LTE a modifié l'article L. 111-77 du code de l'énergie qui est complété par deux alinéas, qui fixent des nouvelles obligations au gestionnaires de réseau de distribution de gaz.

Dans le cadre de leurs missions, les gestionnaires de réseau de distribution de gaz sont désormais également : «chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production de gaz naturel et de biogaz dont ils assurent la gestion, dès lors que ces données sont utiles à l'accomplissement des compétences exercées par ces personnes publiques, en particulier pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans climat-air-énergie territoriaux prévus à l'article L. 229-26 du code de l'environnement.»

Concernant le contenu de ces données, il a été précisé par le décret n° 2016-973 du 18 juillet 2016 relatif à la mise à disposition des personnes publiques de données relatives au transport, à la distribution et à la production d'électricité, de gaz naturel et de biométhane, de produits pétroliers et de chaleur et de froid.

Deux nouveaux articles ont été intégrés au code de l'énergie D. 111-53 et D. 111-54 qui listent toutes les données devant être transmises au service statistique du ministère chargé de l'énergie et mises à disposition des personnes publiques.

Informations à transmettre - Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz pour les réseaux qu'ils exploitent :

²Cf. http://www.energie2007.fr/images/upload/cahier_des_charges_nouveau_modele_fnccr_grdf_151110.pdf

- Article D. 111-53 :

- « 1° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par IRIS et par secteur d'activité ; en se limitant pour le secteur résidentiel aux agrégats dont le nombre de points de livraison est supérieur à 10 ou dont la consommation dépasse le seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associé le nombre de points de livraison correspondants ; un agrégat résidentiel est dit secrétisé quand le nombre de points de livraison de l'agrégat est inférieur à 11 et quand sa consommation résidentielle est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
- « 2° Somme régionale et par établissement public de coopération intercommunale des consommations annuelles des agrégats résidentiels secrétisés et nombre de points de livraison correspondants ;
- « 3° Estimation de la part thermosensible et de la thermosensibilité des consommations ; des profils de consommation moyens établis à l'échelle nationale peuvent être utilisés pour estimer la part thermosensible et la thermosensibilité des consommations ;
- « 4° Consommation totale annuelle de gaz et d'électricité par bâtiment non résidentiel, ou comprenant plus de dix points de livraison résidentiels, ou dont la consommation résidentielle est supérieure au seuil-résidentiel ; à chaque consommation est associée le nombre de points de livraison correspondants ; un arrêté du ministre chargé de l'énergie précise les modalités d'application de cette disposition, y compris comment la notion de bâtiment peut être élargie à des regroupements de bâtiments, à l'initiative du gestionnaire de réseau ou à la demande d'une personne publique, ces regroupements de bâtiments étant traités comme des bâtiments dans le cadre de la présente section ;
- « 5° Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz, capacité d'injection de biométhane et quantité annuelle de biométhane injecté de chaque installation de production selon sa typologie ; pour chaque installation sont mentionnés l'IRIS où se situe le point d'injection sur le réseau de distribution ainsi que, s'il diffère, et si l'information est disponible, l'IRIS du site de production principal.

Ces données sont transmises au ministère et mises à disposition des personnes publiques qui en font la demande.

- Art. D. 111-54.-Pour les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité ou de gaz, les informations mentionnées à la sixième phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales comprennent la présentation du réseau, à la maille régionale et intercommunale, sur la base d'une cartographie commentée.

Le décret précise que la transmission ou la mise à disposition des données mentionnées aux articles D. 111-53 et D. 111-54 n'est pas facturée, y compris pour les données par bâtiment fournies par les gestionnaires de réseaux après traitement informatique fondé uniquement sur la base de leurs référentiels d'adresses.

Le décret ajoute également un article concernant d'autres données à transmettre aux personnes publiques pour l'exercice de leurs compétences.

- « Art. D. 111-57.-Pour les gestionnaires de réseaux publics de distribution de gaz ou d'électricité, sont définies les données suivantes, par réseau :
 - « 1° Consommation totale annuelle par point de livraison résidentiel lorsque cette consommation est inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 2° Consommation totale annuelle par bâtiment comportant un seul point de livraison résidentiel, la consommation de ce point étant inférieure ou égale au seuil-résidentiel ;
 - « 3° Consommation totale annuelle de gaz ou d'électricité par bâtiment, dont la part résidentielle, respectivement de gaz ou d'électricité, est inférieure ou égale au seuil-résidentiel et qui comporte entre 2 et 10 points de livraison résidentiels.

Impacts sur les charges des ELD

L'ensemble des ELD ont prévu des charges supplémentaires pour faire face à ces nouvelles obligations :

- Charges en termes de rémunération des agents mobilisés sur la production de ces nouvelles informations (soit dans les CRAC soit directement fournies aux acteurs prévus dans la loi) ;
- Charges de développement et de maintenance des outils nécessaires à la production de ces données.

8.8 Justification de l'augmentation des charges de gestion clientèle

[Confidentiel]

8.9 Justification des postes d'intérimaire demandés par GEG

➤ SI :

- GEG doit mettre en place un ensemble de fonctionnalités SI du fait de la séparation juridique. Trois logiciels sont principalement impactés :
 - Efluid pour la facturation ;
 - Dynamics AX pour la comptabilité, les achats, la gestion des stocks, le contrôle de gestion ;
 - Hypervision et Pleiades pour la gestion de la paie et la saisie des temps.
 - Pour tous les logiciels il est nécessaire de mettre à jour les droits d'accès aux données qui doivent être distincts pour le Fournisseur et le GRD ;
 - Dans l'ERP de comptabilité / gestion ainsi que dans les logiciels de paie / gestion des temps il faut créer la nouvelle filiale et mettre en œuvre les paramétrages et fonctionnalités associées... ;
 - Le pilotage du projet SI est pris en charge par un chef de projet dédié qui coordonnera la mise à jour de l'ensemble des logiciels, l'interface avec les éditeurs/intégrateurs et l'intervention des contributeurs internes des différents départements et processus impactés (DAF / GRD / DC...).

➤ RH :

- Sur le plan RH la charge est principalement liée :

- au pilotage des deux info-consultations sur le projet (CE + CHSCT au printemps 2017 pour le volet social du projet et au printemps 2018 pour le volet économique / fiscal et comptable en lien avec le dossier d'apport partiel d'actif) ;
- à la mise en place des nouvelles IRP ;
- au transfert des contrats de travail dans la fille ;
- à l'identification de la nouvelle filiale et mise à jour des déclarations sociales vis-à-vis de l'ensemble des tiers ;
- à la renégociation de l'ensemble des accords d'entreprise de la mère et de la fille (une quinzaine au total : RTT, intéressement, participation, handicap, égalité homme femme...).

➤ Communication :

- Pour la communication, la charge projet est liée en 2017 à la définition de la nouvelle marque GRD, du nom, du logo, de la charte graphique, de la déclinaison en concepts visuels, slogan... Fin 2017 et en 2018 seront déployés ces nouveaux identifiants sur l'ensemble des supports (bâtiments / véhicules / vêtements / papeterie...).

➤ Comptabilité :

- A la comptabilité le projet se traduit par un apport partiel d'actif qui sera valorisé courant 2018 avec effet rétroactif au 01/01/2018. L'ensemble des flux comptables de la mère et de la fille seront reconstitués à posteriori sur 2018 ;
- Il s'agit par ailleurs de mettre en place les conventions de refacturation entre la mère et la fille qui s'appliqueront dès 2018 ;
- Le pilotage du projet est réalisé par la responsable du département contrôle de gestion. Le département contrôle de gestion est impacté sur la mise à jour du logiciel Dynamics AX (paramétrages d'un ensemble de tables dans la nouvelle filiale, mise à jour dimensions analytiques, mise à jour reporting...) et des autres développements qu'il utilise : évolution outil de dissociation comptable, évolution outil de saisie des budgets, construction modèle projet industriel GRD à 5 ans...

8.10 Etude sur le coût lié au traitement de l'amiante

[Confidentiel]

8.11 Réglementations amiante

Sur la prise en compte dans la trajectoire des coûts liés au risque amiante :

La prise en compte des coûts amiante est une charge qui s'impose au GRD ; en effet :

Le repérage amiante est défini par les articles R 1334-29-4 et R1334-29-6 du code de la santé publique. Cette réglementation s'applique aux immeubles. Des éléments mis à disposition par le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue Social permettent de justifier que cette réglementation s'applique bien dans le cadre des enrobés routiers. Les questions réponses liées au Décret 2012 639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante précise à cet effet que :

« Il l'est indiqué au point 2.3 de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996, la notion de bâtiment et de génie civil est définie par référence « aux notions civilistes françaises telles qu'elles ont déjà été empruntées par le décret du 8 janvier 1965 ».

Celui-ci, codifié à l'article R. 4534-1, indique : « les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux employeurs du bâtiment et des travaux publics, dont les travailleurs accomplissent, même à titre occasionnel, des travaux de terrassement, de construction, d'installation, de démolition, d'entretien, de réfection, de nettoyage, toutes opérations annexes et tous travaux prévus par le présent décret portant sur des immeubles par nature ou par destination. »

Des enrobés routiers, solidaires du sol sur lequel ils sont mis en œuvre, sont des immeubles par nature. Ils ne sont cependant pas des immeubles bâtis au sens du code de la santé publique, lequel vise exclusivement les immeubles soumis à délivrance de permis de construire. Les articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-3 du CSP ne s'appliquent donc pas en ce qu'ils obligent à la constitution d'un dossier technique amiante.

Dès lors, le donneur d'ordre doit, au titre de l'article R. 4412-97, joindre au dossier de consultation des entreprises les autres ressources documentaires dont il dispose afin de permettre le repérage de l'amiante dans les enrobés routiers, telles que les dossiers de l'ouvrage exécuté ou les résultats d'analyse de prélèvement par carottage. »

Cette interprétation est d'ailleurs bien mise en application par la circulaire du 15 mai 2013 portant instruction sur la gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés du réseau routier national non concédé. Cette circulaire précise que : « Les interventions sur chaussées avec traitement des matériaux en place exigent certaines précautions et mesures pour prévenir des risques sanitaires liés à la présence potentielle de produits ou substances dangereux dans ces matériaux, parmi lesquels l'amiante ». Le paragraphe 4b mentionne clairement que sur les zones sans informations préalables des analyses faites sur des prélèvements par carottage sont obligatoires.

Application aux gestionnaires de réseaux

D'autre part, ces articles R 1334-29-4 et R1334-29-6 du code de la santé publique s'appliquent aux propriétaires des immeubles et donc dans notre cas aux propriétaires des routes. Les gestionnaires de réseaux ne rentrent pas dans cette catégorie.

Néanmoins, la réglementation ne précise pas aujourd'hui les rôles et les modalités de constitution et de mise à jour de la cartographie des routes avec enrobés amiantés. Ainsi aucun dispositif n'a été prévu pour

recenser nationalement, au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes, les données fournies par la connaissance du type d'enrobés utilisés lors de la construction des routes entre 1970 et 1995 et les résultats de caractérisation suite à carottages.

En considérant cela, nous appliquons donc les obligations générales de prévention dont GEG est responsable à double titre sur ces chantiers. D'une part en qualité de maître d'ouvrage et en application de l'article L4531-1 du code du travail qui précise :

« Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

- 1° De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement ;
- 2° De prévoir la durée de ces phases ;
- 3° De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. »

Et d'autre part en qualité de chef d'entreprise utilisatrice en application l'article L4121-3 du code du travail :

« L'employeur, compte tenu de la nature des activités de l'établissement, évalue les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication, des équipements de travail, des substances ou préparations chimiques, dans l'aménagement ou le réaménagement des lieux de travail ou des installations et dans la définition des postes de travail. »

« A la suite de cette évaluation, l'employeur met en œuvre les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs. Il intègre ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités de l'établissement et à tous les niveaux de l'encadrement. »

GEG est donc en l'absence d'information et de cartographie amiante, dans l'obligation de réaliser des sondages afin d'identifier les risques auxquels seront soumis ses agents ainsi que ses prestataires sur ses chantiers et pouvoir ainsi adapter les modes opératoires.

Cette analyse est d'ailleurs bien reprise par la circulaire du 15 mai 2013 qui rappelle que :

« Avec le décret no 2012-639 du 4 mai 2012, applicable au 1er juillet 2012, la réglementation relative aux interventions sur produit amianté a évolué. Vous êtes concernés à plusieurs titres :

- en tant que gestionnaire de réseaux, maître d'ouvrage de travaux routiers ;
 - vous devez évaluer les risques et donc signaler la présence de produits dangereux dans les couches de chaussée devant être « remaniées » (code du travail L. 4511 et L. 4531 et suivants) ;
 - vous êtes responsables de la gestion des déchets produits (L. 541-2 du code de l'environnement) : le emploi ou recyclage d'un enrobé contenant de l'amiante est interdit ;
- en tant qu'employeurs, vous devez prendre des mesures d'organisation collective et de protection individuelle si des agents doivent intervenir sur les chantiers avec des couches amiantées remaniées (décret no 2012-639 modifiant le code du travail). »

8.12 Demande complémentaire Assurances

[Confidentiel]

8.13 Détail Frais de recherche

[Confidentiel]

8.14 ETP supplémentaires

[Confidentiel]

8.15 Evolution du GVT

[Confidentiel]

8.16 Justification ETP fin des tarifs réglementés

[Confidentiel]

8.17 Chronique des Recettes extra-tarifaires

[Confidentiel]